11-05-1990
Vandemeulebroecke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 26 octobre 1989, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant organisation de la comptabilité communale", et en ayant délibéré en ses séances des 11 décembre 1989, 22 janvier, 29 janvier, 8 février, 12 février, 19 février, 26 février et 12 mars 1990, a donné le 12 mars 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 oktober 1989 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende organisatie van de gemeenteboekhouding", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 11 december 1989, 22 januari, 29 januari, 8 februari, 12 februari, 19 februari, 26 februari en 12 maart 1990, en op 12 maart 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Aux termes de l'article 102 du projet, le receveur communal, "lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit, ... verse une somme équivalente à celui-ci dans la caisse communale".

Cette règle s'apparente à celle énoncée dans l'article 10 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, qui permet à celle-ci d'établir si les comptables publics sont en débet et à les condamner à solder celui-ci au Trésor. Le comptable public est ainsi soumis à un régime de responsabilité dérogatoire au droit commun : il est tenu à une obligation de résultat puisque sa faute est présumée par la seule inexécution (1).

L'article 136 de la nouvelle loi communale dispose certes que le receveur communal est chargé "seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes communales, d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence soit du montant spécial de chaque article du budget ou du crédit spécial, soit du montant des allocations transférées en application de l'article 248" (2).

.../...

(1) QUERTAINMONT, La Cour des comptes et sa mission juridictionnelle, pp. 232 et 233.

(2) La même règle est prévue à l'égard des receveurs des centres publics d'aide sociale (loi du 8 juillet 1976, article 46, § 1er, alinéa 1er).

En disposant que, ce faisant, le receveur communal agit "seul et sous sa responsabilité", le législateur a entendu assurer l'unité de la gestion des deniers communaux : le receveur est seul à pouvoir manier les fonds de la commune et il en est seul responsable, cette responsabilité ne pouvant être énervée par l'intervention d'autres autorités ou agents communaux (1). En revanche, cette disposition est étrangère à la nature et à l'étendue de la responsabilité qui pèse sur le receveur lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit.

Quant à l'article 239 de la nouvelle loi communale, il n'habilite pas plus le Roi à arrêter la mesure prévue à l'article 102 du projet, celle-ci ne pouvant être assimilée à une modalité des fonctions de comptable.

L'article 102 du projet doit donc être omis, seul le législateur pouvant déroger au droit commun en matière de responsabilité aquilienne.

La même observation vaut pour l'article 110 qui est relatif au compte de fin de gestion.

.../...

(1) A. MACAR, Les institutions communales, Novelles, Lois politiques et administratives, t. I, n° 1426; A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, t. I, n° 768; Conseil d'Etat, arrêt SMAL, n° 27.823 du 22 avril 1987.

2. L'article 103, alinéa 3, deuxième phrase, du projet est rédigé comme suit :

> "Le conseil communal et le gouverneur décident de la responsabilité respectivement du receveur local et du receveur régional" (1).

Quant aux articles 107 et 109, ils prévoient que le compte de fin de gestion est soumis à "l'autorité chargée de l'arrêter définitivement" et que celle-ci "fixe le débet ou donne quitus au receveur communal sortant".

On peut se demander si, ce faisant, ces autorités administratives n'exerceraient pas une mission juridictionnelle consistant à trancher des contestations ayant pour objet des droits civils. De telles contestations relèvent de la compétence exclusive des tribunaux, en vertu de l'article 92 de la Constitution.

Une telle question s'est déjà posée à propos de la mission, confiée à la Cour des comptes par l'article 116 de la Constitution, d'examiner et de liquider les comptes de tous les comptables envers le Trésor public.

.../...

(1) C'est par erreur que le terme "respectivement" figure à deux reprises dans le texte soumis au Conseil d'Etat.

Selon la Cour de cassation, "lorsque la Cour des comptes, statuant ... par application des articles 5 et 10 de la loi du 29 octobre 1846, procède à l'examen et à la liquidation des comptes d'un comptable envers le Trésor et établit si celui-ci est quitte, en avance ou en débet, elle ne statue pas sur une contestation "et elle" ne décide pas non plus au sujet des droits et obligations de caractère civil" (1). De même, une partie de la doctrine estime que, dans l'exercice de cette mission, la Cour des comptes ne règle pas un contentieux (2).

En revanche, la commission ad hoc de la Chambre de représentants, saisie sur renvoi par les arrêts du 13 juin 1983 précités, a clairement affirmé que la Cour des comptes statuait sur un contentieux et que sa mission était juridictionnelle (3). Cette solution a été approuvée (4).

De même, la nature des droits sur lesquels la Cour des comptes se prononce est controversée. Si, selon

.../...

---

(1) Cass. 13 juin 1983, Doc. Chambre 477 (1985-1986), n° 2.

(2) P. QUERTAINMONT, op. cit., p. 58.

(3) et (4) arrêt du 29 mai 1986 et obs. F. DELPEREE, J.T. 1987, pp. 28 et 29.

certains, ces droits sont de nature politique (1), pour d'autres ils sont de nature civile (2). Dans la première thèse, l'article 116 de la Constitution constituerait une application directe de l'article 93, la Cour des comptes étant une juridiction créée conformément à cette dernière disposition. Dans la seconde, l'article 116 de la Constitution dérogerait à l'article 92.

Les problèmes complexes exposés ci-dessus, actuellement examinés par la Commission européenne des droits de l'homme (3), se posent avec une acuité particulière s'agissant des receveurs communaux, lesquels ne sont pas visés par l'article 116 de la Constitution.

.../...

---

(1) C. De BROUCKERE et F. TIELEMANS, Répertoire de l'Administration et du droit administratif de la Belgique, op. cit., tome V, v° Comptable, p. 272, et tome VI, v° Droits civils et politiques, p. 435; G. BELTJENS, La Constitution belge revisée, op. cit., articles 92-93, n°s 50 et s.; A. GIRON, Dictionnaire de droit administratif et de droit public, tome I, v° Compétence, n°s 11 et 12; Pandectes belges, tome XXII, v° Compétence respective de l'Administration et des tribunaux, n° 34 et s., tome XXII, v° Comptable public, n°s 47 et 54.

(2) J.J. THONISSEN, La Constitution belge annotée, n° 540; O. ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, tome III, p. 304; M. SPREUTELS, Staatsrekenplichtigheid, p. 5.

(3) Affaire MUYLDERMANS c/Belgique, requête n° 12.217/86.

N'étant saisi que d'un projet d'arrêté royal et non d'un projet de loi, le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas à émettre d'avis sur le point de savoir si les contestations visées ci-dessus relèvent de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires, par application de l'article 92 de la Constitution, ou si une loi peut charger une juridiction administrative d'en connaître, comme le permet l'article 93 de la Constitution. De plus, la position qu'adoptera la Cour européenne des droits de l'homme en la matière pourrait s'avérer déterminante pour la solution d'un tel problème.

Quelle que soit l'issue de la controverse, le Roi n'est pas compétent pour arrêter les règles examinées.

Les règles doivent être omises et les articles examinés doivent être revus.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'intitulé proposé ne rend pas suffisamment compte du contenu de l'annexe qui comporte, conformément à l'habilitation donnée au Roi par l'article 239 de la nouvelle loi communale, non seulement des règles comptables, mais aussi des règles budgétaires et financières ainsi que des règles relatives aux modalités d'exercice des fonctions des comptables.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité communale".

Le procédé auquel il est recouru et suivant lequel le règlement de la comptabilité communale est joint en annexe à l'arrêté en projet est tout à fait inhabituel et peu recommandable. Il convient que les règles relatives à la comptabilité communale figurent toutes dans l'arrêté en projet et non dans son annexe.

Il en résulte que l'article 1er de l'arrêté royal en projet doit être omis et que les articles 2 et 3 doivent être maintenus à la fin de l'arrêté en projet, mais sous une numérotation différente.

Dispositif.

Article 1er.

1°.

A la quatrième ligne du texte français, il y a lieu d'omettre le mot "généralement".

5°.

La classification est représentée par un code qui est une identification numérique; en raison de l'utilisation des mots "code fonctionnel et économique", le mot "classification" doit être omis.

A la quatrième ligne, il y a lieu d'écrire : "comprenant deux séries d'au moins trois chiffres".

Il convient d'omettre la délégation prévue in fine qui fait, d'ailleurs, l'objet d'une autre disposition du règlement.

9°.

Les comptes d'exercice sont, en réalité, les comptes annuels visés à l'article 240, § 1er, alinéa 2, de la nouvelle loi communale. Il est donc inutile de donner une définition de ce qui est prévu dans la loi.

10° (devenant 9°).

Il faut écrire dans le texte français :

"10° "receveur communal" : ces termes ... (la suite comme au projet)".

.../...

11°.

En raison de la rédaction proposée pour l'article 16, il y a lieu d'omettre le 11°, à savoir la définition des mots "ressource passive".

12° (devenant 10°).

Actuellement, les prélèvements d'office sont effectués sur un compte ouvert par chaque commune au Crédit communal de Belgique. Il se pourrait cependant que cette situation vienne à se modifier dans l'avenir. Il est, dès lors, préférable d'omettre les mots "Crédit communal de Belgique".

Le 12° devenant 10° serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"10° "prélèvement d'office" : tout prélèvement imposé par la loi ou en vertu de celle-ci et effectué sans l'autorisation préalable de la commune sur un compte ouvert par celle-ci auprès d'un organisme financier".

13° (devenant 11°).

Le 13° devenant 11° serait mieux rédigé comme suit :

"11° "encaisse de la commune" : ensemble des fonds et valeurs disponibles ou placés à un an maximum".

.../...

Le texte en projet utilise à plusieurs reprises, et notamment à l'article 46, § 1er, les termes "droit constaté" dont l'article précité donne d'ailleurs la définition. Il serait préférable d'utiliser à la place des mots "droit constaté" les mots "droit à recette".

Dès lors, dans l'article 1er, doit être inséré un 12° rédigé comme suit :

"12° "droit à recette" : toute somme due à la commune, de manière certaine, par un tiers précisément désigné au cours d'un exercice déterminé".

En conséquence, il y a lieu d'omettre dans l'article 46 le paragraphe 1er en tant qu'il donne la définition qui vient d'être proposée.

De même, un 13° doit être ajouté à l'article 1er en projet afin de définir la notion de "droit constaté"(1).

Ce 13° serait rédigé comme suit :

"13° "droit constaté": droit à recette qui a fait l'objet d'un enregistrement comptable".

Certaines dispositions du projet initial trouveraient mieux leur place dans le titre relatif aux dispositions générales. Il s'agit de l'article 34, alinéa 4, et de l'article 55, alinéa 3, qui deviendraient respectivement les articles 3 et 4.

.../...

---

(1) On peut se demander pourquoi dans le texte néerlandais de l'arrêté en projet, on utilise les mots "vastgesteld recht" alors que dans l'article 38 de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale, on utilisait dans ce même texte, les mots "erkende vordering".

Articles 3 et 4 (nouveaux).

L'article 3 reprendrait le texte de l'article 34, alinéa 4 :

"Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins détermine le mode de conservation des titres justificatifs des inscriptions ou dépôts, ainsi que de tous autres actes établissant les droits de la commune".

L'article 4 reproduirait le texte de l'article 55, alinéa 3 :

"Art. 4. Les comptes financiers sont ouverts au nom de la commune par le receveur communal après accord du collège. Ils sont gérés par lui et la correspondance lui est directement adressée. Dans tous les cas, les invitations à payer font mention du numéro de compte de la commune sur lequel la somme doit être versée".

Article 3 (devenant l'article 5).

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"Le budget ne mentionne toutefois que le résultat des budgets particuliers des établissements et services communaux à caractère industriel ou commercial organisés en régies conformément à l'article 261, § 1er, de la nouvelle loi communale".

.../...

Article 4.

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er devient l'article 6.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 de l'article 4 et l'article 32 du projet devraient être fusionnés pour former l'article 7.

En effet, l'article 32 limite la constitution des crédits visés à l'alinéa 2 de l'article 4 à l'existence d'une fiscalité modérée et de disponibilités budgétaires. De plus, l'article 32 prévoit, toujours dans ces limites, la possibilité de constituer d'autres crédits.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le nouvel article 7 serait, dès lors, rédigé comme suit :

"Art. 7. Lorsque la fiscalité est modérée et que les disponibilités budgétaires sont suffisantes, le conseil communal peut inscrire à son budget des crédits en vue d'affecter ces disponibilités :

1° à des placements rémunérateurs à plus d'un an;

2° à l'acquisition de fonds publics et de valeurs de portefeuille;

3° au remboursement anticipé d'emprunts les plus onéreux;

.../...

4° - à la constitution :

a) de provisions pour risques et charges susceptibles d'affecter le patrimoine au cours de plusieurs exercices;

b) de réserves ordinaires prélevées sur des excédents ordinaires ou des réserves extraordinaires prélevées sur des excédents ordinaires ou extraordinaires;

c) des recettes extraordinaires, à prélever sur le service ordinaire, pour couvrir des dépenses extraordinaires de l'exercice".

En conséquence, l'article 32 du projet doit être omis.

Article 5 (devenant l'article 8).

Alinéa 3.

Il y a lieu d'écrire dans le texte français : "est de nature à provoquer ou à accroître un déficit ...".

Article 6 (devenant l'article 9).

Alinéa 2.

En raison de la définition du "prélèvement d'office" donnée à l'article 1er, les mots "en vertu de la loi, en dehors de l'intervention du receveur communal" sont superflus et doivent être supprimés.

Dans le texte néerlandais, le mot "ingehouden" devrait être remplacé par le mot "opgenomen".

.../...

Alinéa 3.

Mieux vaut écrire : "La limitation visée à l'alinéa 2 s'applique ...".

Article 8 (devenant l'article 11).

Suivant l'article 8 du projet,

> "Le collège des bourgmestre et échevins établit le projet de budget après avoir recueilli l'avis d'une commission où siègent au moins un délégué du collège, le secrétaire et le receveur communal".

Si l'avis à donner par cette commission est un avis purement technique, on peut admettre que la règle contenue à l'article 8 est une règle relative à l'élaboration du budget qu'il est au pouvoir du Roi de prendre.

En revanche, si l'intention de l'auteur du projet est de donner à la commission le pouvoir d'émettre un avis en opportunité, la règle excéderait la compétence du Roi et devrait, dans ce cas, être omise.

Les mots "un délégué du collège" sont équivoques. On peut se demander s'il s'agit d'un membre du collège ou d'une personne étrangère au collège, mais que le collège aurait choisie, au sein de l'administration communale ou ailleurs, en raison de sa compétence.

S'il s'agit d'un membre du collège, il conviendrait d'écrire : "un membre du collège désigné à cette fin", pour reprendre une expression semblable à celle qu'utilise l'article 131 de la nouvelle loi communale.

.../...

Article 9.

En vertu de l'article 108 de la Constitution, "les institutions ... communales sont réglées par la loi".

Ce sont les articles 99 à 101 de la nouvelle loi communale qui règlent la manière dont le conseil communal adopte ses décisions.

Il n'appartient pas au Roi de déterminer la manière dont le budget sera voté par le conseil communal. La délégation consentie par le législateur dans l'article 239 de la nouvelle loi communale ne peut d'ailleurs être interprétée comme conférant ce pouvoir au Roi : il ne s'agit ni d'une règle budgétaire, ni d'une règle fixant les modalités d'exercice des fonctions des comptables, le conseil communal n'étant pas un comptable.

Cette disposition doit être omise et doit, éventuellement, être inscrite dans un projet de loi complétant la nouvelle loi communale.

Article 10 (devenant l'article 12).

L'article 10 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 12. Une fois qu'il est définitivement arrêté, le budget est exécutoire sans préjudice ...".

.../...

Article 11 (devenant l'article 13).

Alinéa 1er.

La dernière phrase de l'alinéa en projet contient un empiètement sur le pouvoir qu'ont les Régions de déterminer les actes soumis à tutelle.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 13. § 1er. Avant l'arrêt définitif du budget, il peut être pourvu par des crédits provisoires aux dépenses pour lesquelles un crédit exécutoire était inscrit au budget de l'exercice précédent.

Toutefois, lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires sont arrêtés par le conseil communal et, lorsque la loi, le décret ou l'ordonnance l'exige, approuvés par l'autorité de tutelle.

§ 2. Les crédits provisoires ne peuvent excéder par mois écoulé ou commencé le douzième :

1° du crédit budgétaire de l'exercice précédent, lorsque le budget de l'exercice n'est pas encore voté;

.../...

2° du crédit budgétaire de l'exercice en cours ou, s'il est moins élevé, du crédit budgétaire de l'exercice précédent, lorsque le budget de l'exercice est déjà voté;

Cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel, au paiement des primes d'assurances et des taxes.

§ 3. Les crédits provisoires ne concernent que les dépenses ordinaires obligatoires".

Article 13 (devenant l'article 15).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 15. Doivent être inscrits au plus tôt dans les modifications budgétaires, les crédits budgétaires nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office ainsi que les crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues.

Article 15.

Les fonctionnaires délégués sont d'accord pour considérer que la disposition n'a aucune valeur contraignante précise. Il vaut mieux, dès lors, l'omettre, le contenu en étant, en réalité, mieux défini ultérieurement.

.../...

Article 16 (devenant l'article 17).

La disposition en projet donne une description du bilan, mais dans le projet initial, elle est tantôt incomplète, certaines rubriques du bilan n'y apparaissant pas, tantôt superflue, parce qu'elle porte sur une notion bien connue en matière comptable.

C'est pourquoi, de l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 17. § 1er. La situation générale de la commune au 31 décembre de chaque exercice est déterminée par un bilan.

§ 2. L'actif du bilan, qui est constitué de l'ensemble des avoirs et droits rassemblés par l'utilisation des valeurs du passif, comprend :

1° les actifs immobilisés qui sont les biens acquis par la commune de façon durable, soit :

a) les frais d'établissement;

b) les immobilisations incorporelles (1);

c) les immobilisations corporelles comprenant le patrimoine immobilier et le patrimoine mobilier;

d) les crédits et prêts octroyés;

e) les immobilisations financières;

.../...

---

(1) Il semble douteux qu'on puisse considérer des plans d'aménagement ou des plans d'études comme des immobilisations incorporelles car, si on adoptait une telle terminologie, on en arriverait à faire du mot "immobilisations" un usage incorrect.

2° les actifs circulants qui sont les avoirs et droits de la commune, soit :

a) les stocks;

b) les créances à un an au plus;

c) les opérations pour compte de tiers;

d) les placements de trésorerie à un an au plus;

e) les valeurs disponibles;

f) les comptes de régularisation.

§ 3. Le passif du bilan, qui donne l'origine des ressources dont la commune dispose pour réaliser ses objectifs, comprend :

1° Les fonds propres qui sont les moyens investis par la commune et dont elle est propriétaire, soit :

a) le capital initial;

b) les résultats capitalisés;

c) les résultats des exercices antérieurs;

d) les réserves;

e) les subsides d'investissement reçus;

f) les provisions pour risques et charges;

2° Les fonds externes ou la dette qui sont les moyens mis à la disposition de la commune par des tiers, soit :

a) les dettes à plus d'un an;

b) les dettes à un an au plus;

c) les opérations pour compte de tiers;

d) les comptes de régularisation.

§ 4. Au bilan de départ, le capital initial est constitué de la différence entre l'actif et le total des dettes, des réserves, du résultat cumulé des exercices antérieurs, des subsides d'investissement reçus et des provisions pour risques et charges.

La différence entre l'actif et les dettes donne la situation nette de la commune. Elle est corrigée chaque année par l'apport du solde du compte de résultat de l'exercice clôturé.

§ 5. Toutes les valeurs de bilan sont mentionnées en francs belges.

Article 17 (devenant l'article 18).

Alinéas 2 et 3.

Les alinéas 2 et 3 doivent être omis, car ils recourent à des notions bien connues en matière comptable.

.../...

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 2).

Au 3°, a), premier tiret : le mot "réévaluations" remplace le mot "réajustements" pour assurer l'uniformité des termes utilisés (voir article 21 du projet).

Au b), un premier tiret est inséré, qui constitue le pendant du premier tiret du a).

Le deuxième tiret, devenant le troisième, tend à distinguer deux hypothèses : les impositions communales peuvent être mises soit en non-valeurs, par exemple à la suite d'une erreur, soit en irrecouvrables à la suite de l'insolvabilité du redevable.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte serait plus clairement rédigé comme suit :

"Art. 18. Le compte de résultats comprend l'enregistrement comparé et la différence entre les produits et les charges de la commune au cours de l'exercice.

Les produits et les charges sont de trois ordres :

1° Produits et charges courants : ceux-ci sont formés des droits constatés et des dépenses imputées aux articles budgétaires du service ordinaire.

2° Produits et charges résultant des variations normales des valeurs de bilan ou des redressements des charges et des produits. Ils résultent notamment :

a) des dotations aux amortissements et aux provisions pour risques et charges;

b) des variations de stocks;

c) des opérations de redressement comptable concernant l'imputation du remboursement périodique des emprunts;

d) des transferts d'un service budgétaire à l'autre;

e) des apports des travaux effectués en régie aux biens de l'actif immobilisé.

3° Produits et charges exceptionnels et réserves :

a. les produits de cette nature résultent notamment :

- de réévaluations de la valeur des biens de l'actif immobilisé, visées à l'article 19;

- de plus-values lors de la cession de biens de l'actif immobilisé;

- de dédommagements exceptionnels reçus pour les biens du patrimoine;

- de prélèvements sur les réserves;

- de tout autre apport exceptionnel du service ordinaire ou du service extraordinaire;

b. les charges de cette nature résultent notamment :

- de réévaluations de la valeur des biens de l'actif immobilisé, visées à l'article 19;

- d'une plus-value exceptionnelle enregistrée par les emprunts publics émis par la commune;

- de la mise en non-valeurs ou en irrecouvrables d'impositions communales, créances, crédits et prêts octroyés, visée à l'article 56;

- de moins-values en cas de réalisation de cession ou de perte de biens de l'actif immobilisé;

- de dédommagements exceptionnels de tiers par la commune;

- de dotations aux réductions de valeur;

- de dotations au fonds de réserve ordinaire ou extraordinaire.

Le compte de résultat enregistre les résultats suivants :

a) "boni d'exploitation ou mali d'exploitation" : le résultat dégagé par la comptabilité générale et déterminé par la comparaison des charges et des produits visés aux 1° et 2°;

b) "boni ou mali exceptionnel" : le résultat dégagé par la comptabilité générale et déterminé par la comparaison des charges et des produits visés au 3°;

c) "boni ou mali de l'exercice" : le résultat d'exploitation augmenté du résultat exceptionnel.

Article 18 (devenant l'article 19).

Alinéa 6.

Cet alinéa constitue une disposition temporaire qui devrait figurer dans le titre relatif aux dispositions diverses (titre VI).

Article 19.

Cette disposition fait double emploi avec l'article 17, alinéa 4, 3°, du projet. Elle doit, dès lors, être omise.

Article 20.

Dans le texte français, le mot "immeuble" est impropre. Le terrain est aussi un immeuble.

Dans le texte néerlandais, le mot "gebouw" est également inadéquat.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 20. La comptabilité distingue la valeur du terrain de celle des biens immeubles qui s'y trouvent".

Article 21.

Alinéa 1er.

1. De l'accord des fonctionnaires délégués, il faut écrire non pas "l'actif immobilisé", mais bien "les biens du patrimoine immobilier".

.../...

Alinéa 2.

La délégation donnée par le Roi au ministre de l'Intérieur d'imposer une réévaluation exceptionnelle du patrimoine immobilier est fort large. Il s'agit, en effet, d'un instrument de régulation pouvant avoir des conséquences importantes sur les finances communales et notamment, sur le montant des emprunts que les communes peuvent contracter, celui-ci étant en relation étroite avec l'actif de la commune. Un tel pouvoir doit donc être laissé au Roi sans subdélégation au ministre de l'Intérieur.

Suivant les fonctionnaires délégués, le pouvoir du Roi d'imposer une réévaluation exceptionnelle du patrimoine immobilier doit être précisé, afin que les communes soient d'ores et déjà averties de cette possibilité.

Les réalités désignées par le mot "voirie" dans le texte proposé par le fonctionnaire délégué seraient opportunément désignées par un autre mot, car le mot "voirie" a un sens différent de celui qu'il a dans l'usage commun et dans l'usage juridique.

En néerlandais, on pourrait utiliser le terme "wegennet".

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 21. § 1er. Les biens du patrimoine immobilier sont réévalués annuellement à l'exception des bois sur pied et de la ... .

.../...

La réévaluation est opérée selon la nature du bien en fonction :

- soit de l'indice des prix à la construction;

- soit du rendement, pour la commune, du centime additionnel au précompte immobilier.

Le ministre de l'Intérieur détermine lequel de ces deux critères doit être appliqué dans chaque cas.

§ 2. Au cas où se produiraient des fluctuations importantes et non occasionnelles du marché, le Roi peut imposer une réévaluation exceptionnelle des biens du patrimoine immobilier à condition qu'aucun des critères visés au paragraphe 1er ne puisse suffire à tenir compte de ces fluctuations".

Article 22.

La délégation donnée au ministre de l'Intérieur par l'article 22 est beaucoup trop large et concerne des matières importantes. Cette délégation ne concerne pas des points d'exécution secondaires ou de détail.

C'est au Roi qu'il appartient, conformément à l'article 239 de la nouvelle loi communale, de régler les matières que l'article 22 du projet entend déléguer.

La troisième délégation relative à la réévaluation du patrimoine a déjà été traitée et examinée dans l'article précédent. Elle est donc supprimée dans l'article en projet.

/

Article 24.

Tel qu'il est rédigé, l'article laisse entendre qu'il s'agit d'une faculté, ce qui n'est pas le cas.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 24. Lorsque des charges et des produits concernent un exercice ultérieur, ils sont imputés à un compte de régularisation qui n'influence pas le résultat de l'exercice".

Articles 25 et 26.

Les articles 25 et 26 doivent être remaniés et scindés afin de les rendre plus clairs.

L'article 25 concerne les emprunts. L'article 26 concerne les ouvertures de crédit.

La disposition contenue à l'article 26 du projet, alinéa 2, doit être supprimée. Il est évident que les dépenses extraordinaires résultent des adjudications, contrats, actes. Si l'on veut limiter les emprunts au montant des dépenses à financer - ce qui paraît logique - cette limitation ressort déjà de l'article 25, alinéa 1er, du projet, qui dispose que les emprunts sont contractés pour couvrir des dépenses extraordinaires.

La limitation du délai de remboursement des emprunts doit être mieux formulée, en faisant référence à la durée d'amortissement des biens pour lesquels ces emprunts ont été contractés. Si les biens ne sont pas amortissables, le délai de remboursement est purement contractuel.

.../...

L'article 26 doit préciser que c'est aussi sur décision du conseil communal que les ouvertures de crédit sont contractées.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 25. Sur décision du conseil communal, la commune peut contracter des emprunts pour couvrir le montant des dépenses extraordinaires.

Le délai de remboursement des emprunts ne peut excéder la durée d'amortissement des biens pour lesquels ces emprunts ont été contractés.

Le fichier de la dette mentionne par année et par emprunt les tranches de remboursement et les intérêts dus, sur la base du taux en vigueur.

Art. 26. Sur décision du conseil communal, la commune peut contracter des ouvertures de crédit en escomptant des subsides ou d'autres recettes prévues au budget".

Article 27.

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er, tel qu'il est rédigé dans le projet initial, revient à imposer à l'autorité de tutelle de prendre une décision, ce que le Roi ne peut faire. En outre, il est dangereux de laisser un éventuel vide juridique si les autorités régionales compétentes ne prennent aucune décision.

Après discussion avec les fonctionnaires délégués, ceux-ci proposent que le Roi détermine Lui-même le montant en deçà duquel le solde d'un emprunt doit alimen-

ter les ressources du service extraordinaire, soit 1 pour cent du montant initial de l'emprunt sans excéder 30.000 francs.

Alinéa 2.

La conversion des soldes non utilisés d'emprunts en un nouvel emprunt dont la durée se rapproche le plus de celle des dépenses qu'assurait l'emprunt initial est inspirée de l'article 51 de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale. Selon les fonctionnaires délégués, le caractère restrictif de cette conversion a eu pour conséquence que l'article 51 n'a jamais, ou très peu, été appliqué.

Ils proposent de supprimer cette possibilité de conversion restreinte, d'autant plus que celle-ci ne sera plus techniquement possible en raison de la connexion de la comptabilité communale avec la comptabilité du Crédit communal ou éventuellement d'un autre organisme financier.

En conséquence, de l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 27. Les soldes non utilisés des emprunts sont affectés par décision du conseil communal :

1° soit au remboursement anticipé de l'emprunt;

2° soit au paiement de dépenses extraordinaires non couvertes par des recettes affectées conformément à l'article 26, alinéa 1er.

Toutefois, lorsque le solde est inférieur à 1 pour cent du montant initial de l'emprunt, sans excéder 30.000 francs, il alimente directement le service extraordinaire".

Article 29.

Cet article appelle la même observation que celle faite sous l'article 25 du projet.

Dans le texte néerlandais, il vaudrait mieux écrire "effecten" au lieu de "titels".

Article 30.

Alinéas 1er, 2, 3 et 4.

Les alinéas 1er, 2, 3 et 4 forment le paragraphe 1er.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 30. § 1er. Sauf convention contraire, les communes peuvent acquérir les titres de leurs propres emprunts visés par l'article 29, mais uniquement en vue d'un amortissement anticipé.

Le montant ... (comme au projet).

La partie ... (comme au projet).

Les titres rachetés ne peuvent être remis en circulation".

Alinéas 5 et 6 (formant le paragraphe 2).

L'annulation étant déjà prévue à l'alinéa 4, il est superflu de le rappeler dans les alinéas 5 et 6.

Le paragraphe 2 doit, de l'accord des fonctionnaires délégués, être rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Sont annulés immédiatement par l'apposition d'une marque indélébile :

1° les titres rachetés, lors de leur rachat;

2° les titres remboursés normalement, lors de leur remboursement;

3° les coupons d'intérêts, classés par échéance, lors de leur paiement".

L'alinéa 7 devient le paragraphe 3 et serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Au moins une fois par an, l'annulation des obligations ... (la suite comme au projet)".

Article 31.

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er serait, de l'accord des fonctionnaires délégués, mieux rédigé comme suit :

"Art. 31. Le collège des bourgmestre et échevins veille à ce que l'encaisse communale dispose des moyens de trésorerie suffisants pour faire face en tout temps aux engagements et dépenses de la commune".

Article 32.

Cet article doit être omis. En effet, il a été fusionné avec l'article 4 et intégré dans un article 7.

.../...

Article 33 (devenant l'article 32).

Alinéa 1er.

De l'accord des fonctionnaires délégués, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 32. Les placements réalisés au moyen de fonds spéciaux provenant de dons et legs ayant une destination déterminée ainsi que les revenus de ces placements, sont imputés aux articles budgétaires propres à chacun de ces fonds".

Alinéa 2.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ces placements font l'objet d'une gestion distincte tant à l'inventaire qu'en comptabilité".

Article 34 (devenant l'article 33).

Alinéa 1er.

Il n'appartient pas au Roi d'imposer à l'autorité de tutelle de prendre des mesures déterminant des règlements de placement.

L'alinéa 1er doit, dès lors, être revu.

.../...

Alinéa 2.

Le texte suivant est proposé :

"Les titres au porteur acquis par la commune pour lesquels il existe un grand livre, sont convertis en inscriptions nominatives".

Alinéa 3.

Le texte suivant est proposé :

"Les titres au porteur non convertibles sont déposés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la Banque nationale de Belgique, soit au Crédit communal de Belgique" (1).

Le dernier alinéa est devenu le nouvel article 3.

Article 35 (devenant l'article 34).

Alinéas 1er et 2.

Il résulte des explications des fonctionnaires délégués qu'en cas de réalisation d'immobilisations corporelles, le produit de cette réalisation doit être investi dans des biens de même nature que ceux qui ont été réalisés. Cette intention doit se traduire dans le texte en projet qu'il est proposé de rédiger comme suit :

"Art. 34. La valeur nette des immobilisations corporelles doit, en cas de réalisation, être réinvestie aussitôt que possible dans d'autres biens corporels immobilisés.

.../...

---

(1) Le Gouvernement appréciera s'il n'y a pas lieu de suivre l'observation faite sous l'article 1er, 12°, et par conséquent de remplacer les mots "soit au Crédit communal de Belgique" par les mots "soit auprès d'un organisme financier".

Les valeurs et titres de la commune peuvent être réalisés en vue d'éviter des opérations d'emprunt dont les charges seraient supérieures aux revenus de ces valeurs et titres".

Alinéa 3.

Cet alinéa 3 fait double emploi avec l'article 17. Il doit, dès lors, être omis.

Article 36 (devenant l'article 35).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 35. Le receveur communal est responsable de l'encaisse, à l'exception de celle des régies communales.

Les fonds de l'encaisse sont gérés de manière distincte dans les écritures comptables qui en mentionnent chaque mouvement".

Article 37 (devenant l'article 36).

Pour plus de clarté, l'article est divisé en paragraphes.

Certains mots sont remplacés par d'autres, plus précis, à l'alinéa 2 : "placements provisoires" par "placements à moins d'un an"; à l'alinéa 4 : "trésorerie" par "encaisse".

.../...

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 36. § 1er. Le receveur communal ne conserve en caisse que les fonds nécessaires pour régler les proches échéances des paiements à effectuer en espèces.

§ 2. Les autres fonds disponibles sont versés aux comptes courants ouverts soit auprès de l'Office des chèques postaux, soit auprès des organismes publics de crédit, ou font l'objet de placements à moins d'un an auprès de ces institutions.

Toutefois, si la commune y trouve avantage, les fonds empruntés auprès d'autres établissements que ceux visés à l'alinéa 1er du présent paragraphe peuvent y rester en dépôt à la condition qu'ils fournissent à la commune des garanties suffisantes en valeurs négociables, agréées par le collège des bourgmestre et échevins.

§ 3. Après consultation du receveur communal (1), le collège des bourgmestre et échevins règle la gestion de l'encaisse".

Article 38 devenant l'article 37).

Le premier membre de la phrase doit être supprimé : il ne peut y avoir d'autre responsabilité du receveur communal que celle résultant de la nouvelle loi communale. Le texte de l'article en projet commence, dès lors, par les mots : "Le receveur communal est responsable ... (la suite commme au projet)".

.../...

---

(1) Les mots "Après consultation du receveur communal" ont été proposés par les fonctionnaires délégués. Cette modification se justifie dans la mesure où, en vertu de l'article 36, le receveur est responsable de l'encaisse.

Article 39 (devenant l'article 38).

Alinéa 1er.

Il y a lieu d'omettre les mots "dans le respect des compétences et devoirs que la loi et le présent règlement leur attribuent respectivement".

Alinéa 2.

La première phrase est , selon les fonctionnaires délégués, un rappel de l'article 136 de la nouvelle loi communale qui donne au receveur seul, à l'exclusion du collège échevinal, la responsabilité d'effectuer les recettes et d'acquitter sur mandats réguliers les dépenses ordonnancées.

Cette disposition n'étant que la reproduction de l'article 136 et ne concernant pas la comptabilité, elle doit être omise.

La seconde phrase devenant l'alinéa 2 serait rédigée comme suit :

"Le collège des bourgmestre et échevins met à la disposition du receveur communal les moyens nécessaires à l'exercice de ses attributions".

Article 40 (devenant l'article 39).

Il y a lieu de diviser l'article 40 en paragraphes et de remplacer les quatre tirets par 1°, 2°, 3° et 4°; le texte proposé ci-dessous tient compte de cette observation.

.../...

Alinéa 1er (devenant le § 1er, alinéa 1er).

Les termes "dans la forme prescrite" devraient être précisés en déterminant quelle est l'autorité compétente pour prescrire cette forme.

Alinéa 5, 2e phrase (devenant le § 3, alinéa 2).

1. L'obligation de coter et de parapher a été conçue à l'origine comme devant se faire avant toute écriture, afin d'éviter tout échange de documents.

Ce système est cependant devenu impraticable en raison du support informatique de la comptabilité. L'édition se fait sur des feuilles volantes qui ne sont pas nécessairement continues.

Afin de limiter les risques de fraude, il est proposé de faire coter et parapher les livres-journaux lors de chaque clôture qui a lieu au moins une fois par mois (alinéa 12, qui devient l'alinéa 1er du § 6).

2. La délégation étant prévue par la loi provinciale, il y a lieu d'omettre les mots "ou le commissaire d'arrondissement délégué".

Alinéa 13 (devenant l'alinéa 2 du § 6).

C'est avec l'encaisse que les écritures doivent concorder.

Il sera tenu compte de cette précision dans le texte proposé.

.../...

Alinéa 14 (devenant le § 5).

Cet alinéa doit être inséré avant les dispositions relatives à la clôture, car cette opération concerne aussi les livres auxiliaires.

Alinéa 17 (devenant l'alinéa 3 du § 7).

Cet alinéa reproduit partiellement l'article 132 de la nouvelle loi communale. Il suffit, dès lors, de prévoir uniquement le délai de conservation des archives et des comptes.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 39. § 1er. Tous les livres et documents requis par la loi ou par le présent règlement doivent être établis sur papier, dans la forme prescrite, chaque fois qu'ils donnent lieu à clôture, communication, contrôle, vérification ou archivage.

Toute écriture est fondée sur des pièces justificatives.

§ 2. Sur les pièces justificatives sont mentionnées :

1° un numéro d'ordre correspondant à leur comptabilisation;

2° l'exercice;

3° le numéro de l'article budgétaire;

4° une mention de contrôle du droit constaté ou de l'engagement.

.../...

Les pièces délivrées par des tiers et se rapportant à des services ou fournitures faites à la commune sont, en outre, visées pour réception.

§ 3. Les écritures comptables sont effectuées jour par jour, du 1er janvier au 31 décembre.

Lors de chaque clôture, les livres-journaux sont cotés de façon continue et paraphés par le bourgmestre ou, si le receveur est régional, par le gouverneur.

Chaque inscription porte un numéro d'ordre. Il n'est laissé ni blanc ni interligne et il n'est permis de faire ni ratures, ni surcharges, ni transports en marge. Toute rectification est signalée par un signe distinctif placé en évidence en début de ligne. Tout montant négatif est précédé d'un signe distinctif.

§ 4. Les augmentations des postes d'actif et de charges sont portées à leur débit, et les diminutions à leur crédit.

Les augmentations des postes de passif et de produits sont portées à leur crédit, et les diminutions à leur débit.

A la gauche des livres figurent les comptes d'actif et de charges, et les valeurs débitrices. A la droite des livres figurent les comptes de passif et de produits, et les valeurs créditrices.

.../...

Les mouvements des comptes généraux débitent les uns au crédit des autres.

§ 5. Il peut être ouvert des livres auxiliaires aux livres principaux lorsque le volume des opérations le requiert. Ces livres auxiliaires, qui ne doivent pas être cotés ni paraphés, sont tenus suivant les mêmes règles que les livres principaux.

§ 6. Tous les livres sont totalisés à la fin de chaque page et de chaque mois. Ils sont clôturés au moins une fois par mois. Le cas échéant, les totaux sont reportés à la page ou au livre suivant.

Lors de chaque clôture, le receveur communal dresse un document établissant la concordance des écritures avec l'encaisse.

§ 7. Tous les livres sont, sitôt clôturés à la fin de l'exercice, remis en copie au collège des bourgmestre et échevins.

Les livres et pièces justificatives sont conservés par le receveur communal jusqu'à l'arrêt définitif des comptes.

Ils sont conservés pendant trente ans dans la commune. Les comptes annuels seront conservés indéfiniment".

Article 41 (devenant l'article 40).

Il y a lieu de remplacer les deux tirets par 1° et 2°.

1. Dans le texte français, les mots "droits constatés", dont la définition est donnée dans l'article 1er, doivent être remplacés par les mots "droits à recette".

2. Habituellement, les termes "les non-valeurs" englobent les "irrecouvrables". Toutefois, à l'article 56 du projet, les deux notions font l'objet de deux articles en comptabilité. Il y a lieu, dès lors, de les distinguer dans le texte.

Dans le texte néerlandais, il est préférable d'utiliser les termes "onverhaalbare post" au lieu du terme "onwoorde".

3. "les recouvrements" : cette notion, qui concerne les recettes effectivement perçues, est étrangère à la comptabilité budgétaire, mais est propre à la comptabilité générale; les recouvrements sont par ailleurs déjà appréhendés par l'enregistrement des droits à recette. Dans cette mesure, elle est superflue puisque les montants recouvrés sont connus en comptabilité générale. Mais la mention de cette donnée permet aux mandataires communaux une lecture plus concrète du budget.

Toutefois, afin de ne pas encombrer la comptabilité budgétaire, seul le total des recouvrements doit être repris.

La même remarque vaut pour l'enregistrement, en dépenses, des paiements.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 40. La comptabilité budgétaire enregistre et justifie :

1° en recettes, les droits à recette, les non-valeurs, les irrecouvrables, ainsi que le total des recouvrements;

2° en dépenses, les engagements, les imputations, ainsi que le total des paiements.

Elle est tenue en partie simple au moyen du livre-journal et du grand livre des opérations budgétaires. Elle produit le compte budgétaire à l'échéance de chaque exercice".

Article 42 (devenant l'article 41).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 41. La comptabilité générale enregistre les mouvements des valeurs de bilan, les charges et les produits.

Elle est tenue en partie double, au moyen du livre-journal et du grand livre des opérations générales. Elle produit le bilan et le compte de résultat à l'échéance de chaque exercice".

.../...

Article 43 (devenant l'article 42).

La seconde phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Ils sont tenus en même temps que les comptes de bilan".

Article 44.

Cette disposition qui comporte une délégation au ministre de l'Intérieur trouverait mieux sa place à la fin du chapitre, c'est-à-dire après l'article suivant qui énonce également une règle de fond. L'article 45 devient ainsi l'article 43.

D'autre part, cet article est à rapprocher de l'article 114 en projet qui délègue au ministre la fixation des plans comptables minima et des documents comptables à tenir. En effet, les plans se fondent sur la classification fonctionnelle et économique et sur celle des comptes généraux et particuliers. Il est, par conséquent, proposé de fusionner l'article 44 du projet et l'article 114 du projet en une seule disposition dont le texte serait le suivant :

"Art. 44. La classification fonctionnelle et économique et celle des comptes généraux et particuliers sont arrêtées par le ministre de l'Intérieur.

.../...

Il arrête également les plans comptables minima fondés sur cette classification et ces comptes ainsi que les documents comptables à tenir".

Article 45 (devenant l'article 43).

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er ne fait que reproduire l'article 238 nouveau, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale. Il doit être omis.

Alinéa 2.

Les termes "au jour le jour" doivent être omis; cette précision résulte déjà de l'article 40, devenant l'article 39.

+

L'intitulé du chapitre II serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre II. - DES RECETTES ET DES PRODUITS.

L'intitulé français de la section 1re serait mieux rédigé comme suit :

"Section 1re. Des droits à recette et des produits".

Article 46 (devenant l'article 45).

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 45. § 1er. Seul le collège des bourgmestre et échevins constate le droit à recette".

Paragraphe 2.

Alinéa 2.

L'état de recouvrement doit aussi mentionner l'exercice budgétaire (voyez la version néerlandaise); le texte français est complété en ce sens.

Alinéa 3.

Le texte français doit être adapté au texte néerlandais.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque le droit n'est pas établi par la loi ou par un document faisant foi, le collège des bourgmestre et échevins établit un état de recouvrement et le transmet au receveur communal avec toutes les pièces justificatives du droit et de sa constatation.

L'état de recouvrement mentionne le nom et l'adresse du redevable, la nature et le montant de la créance, ainsi que l'exercice et l'article budgétaire.

.../...

Un état de recouvrement collectif peut être établi lorsque la justification et l'imputation comptables sont communes à plusieurs créances.

§ 3. ... (la suite comme au projet)".

Article 47 (devenant l'article 46).

Paragraphe 3.

Alinéa 1er.

Suivant l'article 1er, § 1er, qui a été proposé, c'est le collège des bourgmestre et échevins qui constate les droits à recette.

En conséquence, cette disposition doit être omise.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 46. § 1er. Tout droit à recette est immédiatement enregistré en comptabilité.

§ 2. Dans les cas suivants, le droit à recette est constaté :

.../...

1° dès la réception par le receveur communal des rôles exécutoires d'imposition;

2° lors du versement par d'autres agents communaux au receveur communal des sommes perçues au comptant pour compte de la commune;

3° lorsqu'est prise la décision par laquelle le conseil communal accepte les conditions mises par l'organisme de crédit au contrat d'emprunt.

4° ...

5° ...

6° ...

§ 3. Lorsque la recette ... lui restitue un exemplaire signé pour accord".

Article 48 (devenant l'article 47).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 47. Les comptes généraux sont tenus à jour en même temps que la constatation des droits en comptabilité budgétaire".

.../...

Article 49 (devenant l'article 48).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 48. Les fournitures, travaux ou services effectués par la commune au bénéfice de tiers donnent lieu à l'établissement de factures, de déclarations de créance ou d'états de recouvrement en double exemplaire. Les factures et déclarations de créance mentionnent tous les renseignements qui doivent figurer sur tout état de recouvrement.

Toutefois, aucune facture ni déclaration de créance ne sont requises pour les droits payables sur place et en espèces contre quittance ou tout autre document de preuve.

Article 51 (devenant l'article 50).

Il y a lieu de remplacer les cinq tirets par 1°, 2°, 3°, 4° et 5°.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 50. Le grand livre des opérations budgétaires mentionne en regard de chaque article budgétaire de recettes :

1° le montant du crédit budgétaire;

2° la date et le numéro de la pièce principale justifiant le droit à recette, la non-valeur ou l'irrecouvrable;

.../...

3° le montant des droits à recette, des non-valeurs et des irrecouvrables numérotés au jour le jour en les distinguant des droits provisoirement constatés;

4° la différence entre le crédit budgétaire et le total des droits à recette sous déduction des irrecouvrables et des non-valeurs;

5° le total des recouvrements effectués".

Article 52 (devenant l'article 51).

Il y a lieu de remplacer les a), b) et c) par 1°, 2° et 3°.

Article 54 (devenant l'article 53).

Alinéa 1er.

Cet alinéa en projet reproduit l'article 136 de la nouvelle loi communale en y ajoutant les mots "et sans attendre l'ordre ou l'autorisation du collège". Il y a lieu de l'omettre.

.../...

Alinéa 2.

Cet alinéa fait double emploi avec l'article 47, § 3, du projet, devenant l'article 46. En conséquence, il doit être omis.

Alinéa 4 (qui devient l'alinéa 2).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Si un débiteur ne s'exécute pas dans les délais impartis et s'il n'existe pas de titre portant exécution parée, le receveur communal en informe par écrit le collège des bourgmestre et échevins, en vue de l'application éventuelle de l'article 270 de la nouvelle loi communale".

Article 55 (devenant l'article 54).

Alinéa 2.

L'alinéa 2 concerne les moyens de preuve qui sont régis par le droit commun. Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

.../...

Alinéa 3.

Cet alinéa comporte une disposition générale et est renvoyé au titre 1er relatif aux dispositions générales pour former un nouvel article 4.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 54. § 1er. Le receveur communal comptabilise les droits à recette recouvrés. Il comptabilise également les sommes indûment recouvrées.

§ 2. Lorsque les montants sont versés en espèces, le receveur communal délivre une quittance ou toute autre preuve de paiement".

Article 56 (devenant l'article 55).

Alinéa 1er.

Suivant l'article en projet, l'insolvabilité "est établie et justifiée au moyen de toutes pièces probantes", le caractère probant de ces pièces étant apprécié par l'autorité de tutelle.

.../...

Il est recommandé d'abroger l'arrêté royal du 16 juillet 1828 contenant des dispositions au sujet des poursuites à l'occasion du recouvrement des taxes municipales. Il faudra prévoir dans l'un des articles de l'arrêté en projet une disposition relative à l'abrogation du texte précité.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art 55. § 1er. Le receveur communal porte en non-valeurs les dégrèvements et remises dûment autorisés par le collège des bourgmestre et échevins qui lui notifie les autorisations.

§ 2. Le receveur communal porte en irrecouvrables :

1° les sommes dues par des redevables dont l'insolvabilité est établie par toutes pièces probantes;

2° les droits constatés tombant en annulation en raison d'erreurs matérielles.

Les impositions ... (la suite comme au projet)".

Article 57 (devenant l'article 56).

Alinéa 1er.

L'alinéa 1er n'ajoute rien à ce qui résulte de l'article 138 de la nouvelle loi communale.

.../...

De l'accord des fonctionnaires délégués, cet alinéa doit être omis.

L'alinéa 2, devenant l'alinéa unique, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 56. Les agents spéciaux visés à l'article 138 de la nouvelle loi communale sont soumis aux mêmes obligations que le receveur communal pour ce qui concerne le recouvrement des recettes qui leur est confié ".

Article 58 (devenant l'article 57).

Alinéa 1er.

Le "transfert" d'un compte géré par un agent spécial aux comptes gérés par le receveur communal ne peut s'analyser comme une dépense. Il ne constitue donc pas une exception à la règle selon laquelle l'agent spécial ne peut effectuer aucune opération de dépense.

Les mots "à l'exception du transfert visé à l'alinéa suivant" doivent être omis.

Alinéa 2.

A la deuxième phrase du texte français, le mot "paiement" est remplacé par le mot "versement".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de la proposition qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 59 (devenant l'article 58).

Alinéa 2.

L'alinéa 2 commence par les mots "S'il n'y a pas d'observations". On peut se demander ce qui se passe dans l'hypothèse où il y aurait des observations. Dans ce cas, les comptes sont renvoyés à l'agent spécial. Si les observations subsistent, les comptes sont quand même transmis au receveur pour être annexés aux comptes budgétaires. Ceux-ci mentionneront le montant qui a effectivement été versé au receveur communal par l'agent spécial. La question de la responsabilité de ce dernier sera traitée à part.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 58. Les comptes de l'agent ... échevins.

Ils sont ensuite transmis au receveur communal avec toutes les pièces justificatives pour être annexés au compte budgétaire".

Article 60.

L'article en projet n'est pas conforme aux dispositions de la nouvelle loi communale et spécialement aux articles 136 et 138 de ladite loi. L'article en projet doit, dès lors, être omis.

.../...

Article 61 (devenant l'article 59).

De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu d'écrire à la fin de l'article 61 : "... son ordonnancement par le collège des bourgmestre et échevins et l'établissement d'un mandat de paiement conformément à l'article 250 de la nouvelle loi communale".

Article 62 (devenant l'article 60).

L'ordre des alinéas doit être modifié. Il est préférable d'énoncer d'abord le principe que le collège des bourgmestre et échevins est seul habilité à procéder à des engagements (alinéa 4 devenant l'alinéa 1er), d'ensuite mentionner, d'une part les origines possibles de l'engagement (alinéa 2), d'autre part la conséquence budgétaire qui en découle (alinéa 3), et enfin de préciser les mentions que doit comporter l'acte d'engagement (alinéa 1er devenant l'alinéa 4).

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 1er).

Il y a lieu d'omettre les mots "dans les limites de la loi et du présent règlement", cette précision étant déjà prévue ailleurs.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

Alinéa 3.

Comme au projet.

Alinéa 1er (devenant l'alinéa 4).

Il y a lieu de remplacer les tirets par 1°, 2° et 3°.

Article 63 (devenant l'article 61).

Alinéas 1er et 2.

Les deux premiers alinéas ne disent rien d'autre que ce qui est déjà dit à l'alinéa 3 de l'article 238 de la nouvelle loi communale, qui entrera en vigueur en même temps que le règlement en projet qui est rédigé comme suit :

"Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice, les droits acquis à la commune et les engagements pris à l'égard de ces créanciers pendant cet exercice, quel que soit l'exercice au cours duquel ils sont soldés".

Ces deux alinéas doivent, dès lors, être omis.

.../...

Alinéa 3 (devenant l'alinéa unique).

L'alinéa 3 constitue une règle semblable à celle contenue à l'article 82 de l'arrêté en projet.

Les deux textes doivent être fusionnés.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 61. Les prélèvements d'office et les prélèvements visés à l'article 76 sont imputés à l'exercice au cours duquel ils ont lieu".

Article 64 (devenant l'article 62).

Pour éviter d'empiéter sur les attributions du conseil communal, le début doit être rédigé comme suit :

"Art. 62. Un règlement du conseil communal peut prévoir les cas ... (la suite comme au projet)".

Article 65 (devenant l'article 63).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 63. L'engagement d'une dépense peut être effectué à titre provisoire si le collège des bourgmestre et échevins décide de réserver tout ou partie d'un crédit budgétaire à l'exécution d'une obligation prévisible de la commune.

.../...

Cet engagement est acté dans les articles budgétaires; il est remplacé en tout ou en partie par un engagement définitif et, en tout cas, annulé à la clôture de l'exercice".

Article 67.

L'article 67 appelle la même observation que celle formulée sous l'article 60. Il y a d'autant plus de raison d'omettre l'article, que le Roi y prévoit l'approbation de l'autorité de tutelle, ce qu'il n'est pas en son pouvoir de prescrire.

Article 68.

L'article 68 est une mise en oeuvre de l'article 67. Il doit, dès lors, comme ce dernier, être omis.

Article 69 (devenant l'article 65).

Alinéa 2.

L'alinéa 2 n'est pas une dérogation à l'alinéa 1er.

Lorsqu'il y a lieu à remboursement périodique d'un emprunt, le collège procède à chaque échéance à l'engagement du remboursement et l'inscription comptable suit conformément à la règle formulée à l'alinéa 1er; l'engagement n'est donc pas décidé une fois pour toutes lors de la conclusion de l'emprunt parce que le budget est annuel.

.../...

Alinéa 3.

Les mots "par la S.A. Crédit communal de Belgique" sont supprimés pour la raison exposée antérieurement.

La règle prévue dans l'alinéa en projet s'applique aussi aux prélèvements des frais inhérents à la gestion des comptes financiers dont il est question à l'article 82 du projet.

Il y a lieu, dès lors, de fusionner l'alinéa 3 avec l'article 82.

En conséquence et de l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 65. Les engagements de dépenses sont portés au grand livre des opérations budgétaires dès qu'il y est procédé conformément à l'article 60.

Les prélèvements d'office et les prélèvements visés à l'article 76 sont inscrits à la date de réception des extraits de compte qui s'y rapportent.

Les dotations au centre public d'aide sociale visées à l'article 255, 16°, de la nouvelle loi communale sont inscrites à la date de la notification de l'arrêt définitif du budget de la commune".

Article 70 (devenant l'article 66).

Il y a lieu de remplacer les a), b), c) ... par 1°, 2°, 3° ... .

.../...

Article 71 (devenant l'article 67).

On peut se demander comment un enregistrement pourrait être constitutif d'un échéancier, comme il est dit dans le texte français.

D'autre part, à l'alinéa 2, il n'apparaît pas clairement qui procède au contrôle des fournitures ou services prestés . Ce n'est pas le collège, mais, semble-t-il, un agent de l'administration communale.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 67. Le collège des bourgmestre et échevins procède immédiatement à l'enregistrement temporaire des factures ou documents en tenant lieu dans les comptes généraux y afférents. L'enregistrement se fait de telle sorte que la date d'échéance soit aisément consultable à tout moment.

Les factures sont visées pour réception par l'agent chargé du contrôle des fournitures ou des services prestés".

Article 72 (devenant l'article 68).

Alinéa 1er.

Les mots "de la légalité" doivent être omis.

Alinéa 2.

Il y a lieu d'écrire dans le texte français : "procède à l'imputation aux comptes ... (la suite comme au projet)".

Alinéa 3.

Il y a lieu de supprimer le mot "ou".

Section 3. De l'ordonnancement.

L'intitulé de la section 3 doit être rédigé comme suit : "Section 3. De l'établissement des mandats de paiement".

Article 73.

Alinéa 1er.

La règle de cette disposition étant déjà prévue dans l'article 61 de l'arrêté en projet, il n'y a pas lieu de la répéter. La deuxième phrase est une répétition de l'article 250 de la nouvelle loi communale. L'alinéa 1er doit dès lors être omis.

Alinéa 2 (devenant l'article 70).

Cet alinéa mentionne des exceptions à la règle selon laquelle une dépense ne peut être payée que sur base d'un mandat de paiement.

De l'accord des fonctionnaires délégués, cette disposition trouverait mieux sa place après la règle générale et deviendrait l'article 70.

Alinéas 3 à 5 (devenant l'article 69).

Les alinéas restants de l'article en projet doivent être divisés en paragraphes.

L'alinéa 3 devient, dès lors, le paragraphe 1er. On y remplacera les tirets par 1°, 2°, 3° ... .

En outre, il conviendrait de fusionner l'alinéa 3, devenant le paragraphe 1er, avec l'article 79 du projet, qui porte aussi sur les mentions que doivent contenir certains mandats de paiement.

En conclusion, de l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour les articles 69 et 70 :

"Art. 69. § 1er. Les mandats de paiement mentionnent :

1° la date de leur émission;

2° l'exercice en cours;

3° l'article du budget;

4° l'exercice d'origine;

5° la nature de la dépense;

6° le numéro de l'engagement;

7° les ayants droit;

8° la somme à payer.

.../...

Le cas échéant, le mandat peut également indiquer le mode de paiement.

Les mandats à payer en espèces ou par assignation postale à des organismes non dotés de la personnalité juridique font mention du nom, du prénom et de la qualité de deux personnes chargées de l'encaissement des fonds.

Les mandats collectifs sont, en outre, appuyés d'un état mentionnant le détail des dépenses.

§ 2. Toutes les pièces justificatives sont jointes au mandat de paiement et y restent attachées.

Les pièces justificatives relatives à plusieurs mandats successifs sont jointes au premier d'entre eux.

§ 3. Les modifications apportées aux écritures figurant sur le mandat de paiement doivent être signées par les personnes visées à l'article 250 de la nouvelle loi communale.

Art. 70. Il n'y a pas lieu d'établir un mandat de paiement :

1° lors du paiement d'une recette effectué pour le compte d'un tiers;

2° lors du remboursement à un tiers d'une somme qu'il a payée erronément;

3° lorsque la dépense fait l'objet d'un prélèvement d'office ou d'un prélèvement visé à l'article 75".

.../...

Article 74 (devenant l'article 71).

Le mot "immédiatement" doit être omis, la comptabilité devant être tenue au jour le jour en vertu de l'article 40, § 3 (devenant l'article 39, § 3).

Article 75.

De l'accord des fonctionnaires délégués, cet article doit être omis.

Article 76 (devenant l'article 72).

La première phrase doit être omise; elle constitue, en effet, une répétition de ce qui est déjà édicté dans l'article 136 de la nouvelle loi communale.

A la seconde phrase, il convient d'utiliser les mots "mandat régulier" qui correspondent à ceux de l'article 136 de la nouvelle loi communale.

Dès lors, de l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 72. Le receveur communal renvoie au collège des bourgmestre et échevins tout mandat non régulier en faisant connaître les motifs pour lesquels il refuse le paiement".

.../...

Article 77 (devenant l'article 73).

Alinéa 1er.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale pour l'ensemble de l'article 77.

Au demeurant, cette disposition va au-delà de l'article 136 de la nouvelle loi communale. Il résulte du texte en projet que, même si le receveur acquitte sur mandat régulier une dépense ordonnancée dans les limites du budget, il pourrait être contraint de verser à la commune le montant de cette dépense si la députation permanente la rejette pour le motif qu'elle serait contraire à l'intérêt général. Or, il n'appartient pas au receveur de contrôler l'opportunité d'une dépense ou sa conformité à l'intérêt général.

Article 78 (devenant l'article 74).

Il y a lieu de diviser l'article en paragraphes, l'alinéa 1er en constituant le paragraphe 1er et les alinéas 2 et 3 le paragraphe 2.

A l'alinéa 1er du texte français, devenant le paragraphe 1er, il convient d'omettre les mots "ainsi que sur le mandat de paiement" pour le motif que, suivant l'article 73, alinéa 3, devenant l'article 69, § 1er, alinéa 2, le paiement sur un compte financier n'est pas obligatoire.

Article 79.

Cet article est à omettre; il a été intégré dans l'article 73 de l'arrêté en projet.

.../...

Article 80 (devenant l'article 75).

Il y a lieu de diviser cet article en deux paragraphes, le paragraphe 1er comprenant les deux premiers alinéas, à l'exception de la deuxième phrase de l'alinéa 2 qui devient un alinéa distinct, les deux derniers alinéas en constituant le paragraphe 2.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 75. § 1er. Les mandats relatifs à la liquidation des intérêts ou à l'amortissement de titres d'emprunts au porteur sont, à chaque échéance, établis au profit de l'institution financière chargée de ce service.

Leur montant est versé ... (comme au projet).

En cas de prescription, ... (comme au projet).

§ 2. Si la commune effectue elle-même ce service, les sommes à affecter à la liquidation des intérêts et à l'amortissement des titres d'emprunts au porteur sont transférées à chaque échéance au fonds d'amortissement de la dette, par mandat de paiement.

Le fonds est débité du montant des coupons payés et des titres amortis lors de leur paiement".

.../...

Article 81.

La règle selon laquelle les mandats de paiement doivent être accompagnés des pièces justificatives a déjà été formulée à l'article 73, alinéa 3, devenu paragraphe 2. L'exception à cette règle découle directement de l'article 251 de la nouvelle loi communale qui n'est applicable par ailleurs qu'aux communes dépendant encore de l'autorité nationale.

Il y a lieu d'omettre cette disposition.

Article 82 (devenant l'article 76).

Alinéa 1er.

L'article 6 du projet (devenu l'article 9, alinéa 2) dispose que les crédits de dépenses sont limitatifs, à l'exception de ceux relatifs à des dépenses prélevées d'office. L'exception énoncée dans l'article 82 en projet n'est donc pas prévue dans ledit article 6 (devenant l'article 9) . Toutefois, d'après le fonctionnaire délégué, il est possible de prévoir le montant approximatif des frais financiers; il n'est donc pas nécessaire d'établir une deuxième exception à la limitation des crédits budgétaires.

La seconde phrase de l'alinéa 1er doit, dès lors, être omise.

.../...

Alinéa 2.

La règle énoncée dans cet alinéa et qui a trait à l'imputation des dépenses, a été insérée dans l'article 63 (voyez ci-dessus).

L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

Articles 83 et 84.

Les articles 83 et 84 en projet n'ont pas leur place dans la section relative au paiement des dépenses (l'article 83 n'implique aucune opération de trésorerie), ni d'ailleurs dans ce chapitre relatif aux dépenses et aux charges. Ces dispositions portent sur des opérations préalables à la clôture des comptes et doivent être intégrées dans le chapitre IV relatif aux comptes annuels.

Chapitre IV - Des comptes d'exercice.

Les mots "d'exercice" doivent être remplacés par le mot "annuels", conformément à l'article 240 de la nouvelle loi communale.

Les articles 83 et 84 (devenant 77 et 78) constitueront la "Section Ire - De la clôture des comptes".

Article 83 (devenant l'article 77).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

.../...

"Art. 77. Préalablement à la clôture annuelle des comptes, les traitements des membres du personnel enseignant de la commune payés directement aux intéressés, en contre-valeur des subventions ordinaires accordées, sont comptabilisés simultanément en dépense et en recette".

Article 84 (devenant l'article 78).

Il convient de remplacer les tirets par 1°, 2°, 3° ... .

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 78. Entre le premier décembre de l'exercice budgétaire à clôturer et le 15 février de l'année suivante, il est procédé aux opérations suivantes :

1° le relevé des soldes disponibles sur les crédits budgétaires est remis aux agents ou services gestionnaires;

2° ceux-ci remettent au receveur communal les pièces en cours d'imputation dont l'enregistrement aux articles budgétaires doit être effectué le plus rapidement possible;

3° le receveur communal établit ensuite la liste des engagements en cours et la fait compléter par les gestionnaires, qui y mentionnent les engagements à clôturer;

4° l'apurement des articles budgétaires est effectué en totalisant les engagements clôturés et en mettant en évidence chaque engagement non clôturé;

.../...

5° un premier relevé provisoire de la situation des crédits budgétaires, engagements et imputations est établi et transmis aux gestionnaires qui y portent les engagements et les imputations restant à effectuer;

6° sur la base de ce relevé provisoire, le receveur communal comptabilise définitivement et de manière distincte :

a) les engagements clôturés;

b) les engagements en réduction;

c) le total des engagements;

d) les crédits engagés, non clôturés et à reporter à l'exercice suivant;

e) les crédits sans emploi;

7° le collège des bourgmestre et échevins arrête aussitôt la liste des crédits et engagements à reporter, par engagement et par article budgétaire;

8° les reports visés au 7° sont inscrits aux articles budgétaires de l'exercice suivant".

Il y a lieu d'insérer avant l'article 85 (devenant l'article 79) une "Section II intitulée De l'établissement des comptes annuels".

.../...

Article 85 (devenant l'article 79).

Il convient de remplacer les mots "les comptes d'exercice" par les mots "le compte budgétaire".

Article 86 (devenant l'article 80).

L'article doit être divisé en paragraphes et les tirets remplacés par 1° et 2°.

Alinéa 2, 1°.

"Les droits constatés" sont diminués des non-valeurs et des irrecouvrables, puisque ces deux notions sont distinguées dans l'article 56 du projet et doivent dès lors, figurer dans le texte français.

L'observation vaut pour le 2°.

Alinéa 4.

La règle visée au premier tiret selon laquelle les comptes sont accompagnés d'un rapport est déjà formulée à l'article 96 de la nouvelle loi communale.

Le texte précédé de ce tiret doit donc être omis.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 80. § 1er. Le compte budgétaire récapitule chaque article budgétaire du grand livre des opérations budgétaires et établit la somme des articles budgétaires selon

.../...

la classification fonctionnelle et économique.

Il mentionne :

1° le résultat budgétaire, soit la différence entre, d'une part, les droits constatés diminués des non-valeurs et irrecouvrables et, d'autre part, les engagements;

2° le résultat comptable, soit la différence entre, d'une part, les droits constatés, diminués des non-valeurs et irrecouvrables et, d'autre part, les imputations de dépenses.

Le résultat comptable constitue le solde à reporter à l'exercice suivant. Ce résultat inclut les résultats comptables cumulés des exercices antérieurs.

§ 2. Au compte budgétaire sont jointes :

1° la liste par article ... (la suite comme au projet);

2° la liste par article ... (la suite comme au projet)".

Article 87 (devenant l'article 81).

La référence doit se faire non pas au titre III, mais à des articles déterminés.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 81. Avant l'établissement du bilan, il est procédé à la réévaluation visée à l'article 21, § 1er, aux amortissements visés à l'article 22 et à l'établissement de l'inventaire arrêté au 31 décembre".

.../...

Article 88 (devenant l'article 82).

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 82. Le compte de résultats et le bilan sont établis sur la base des soldes de la balance définitive des comptes généraux".

Article 89 (devenant l'article 83).

Les "services spéciaux" visés à l'article 89 ne sont pas des régies, mais les agents spéciaux visés à l'article 138 de la nouvelle loi communale.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 83. Les comptes annuels, signés par le receveur communal, auxquels sont annexés les comptes des agents visés à l'article 138 de la nouvelle loi communale sont transmis au collège des bourgmestre et échevins avant le 1er mars de l'exercice suivant.

Après vérification, le collège certifie que ... (la suite comme au projet)".

Article 90.

Cet article appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 9 de l'arrêté en projet.

L'article 90 doit, dès lors, être omis.

.../...

Article 92.

Outre qu'elle n'est pas à sa place dans ce chapitre, cette disposition est répétée à l'article 101, alinéa 3. Elle doit, dès lors, être omise.

+

L'intitulé du chapitre Ier du Titre V serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. - Du receveur communal et des agents spéciaux de perception".

Article 93 (devenant l'article 85).

Aux termes de cette disposition du projet,

- "Le receveur local prête serment entre les mains du bourgmestre ou de celui qui le remplace ..." (alinéa 1er).
- "Le receveur régional prête serment entre les mains du gouverneur de province" (alinéa 2).

En désignant ainsi les autorités entre les mains desquelles le receveur local et le receveur régional doivent prêter serment, le Roi fait plus, semble-t-il, qu'arrêter une mesure relative aux "modalités d'exercice des fonctions" des comptables communaux, ce à quoi L'autorise l'article 239 de la nouvelle loi communale (1).

---

(1) Il est vrai que la règle figure déjà à l'article 70 du règlement général du 10 février 1945, article ayant implicitement, en ce qui concerne le serment des receveurs communaux, abrogé l'arrêté royal du 6 novembre 1848 relatif à la prestation de serment des secrétaires et receveurs communaux.

.../...

Par ailleurs, en vertu de l'article 127 de la Constitution, "aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu d'une loi". Pourvoyant à l'exécution de cette disposition constitutionnelle, le décret du 20 juillet 1831 "concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative", après avoir imposé l'obligation du serment, à charge notamment de tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, et avoir déterminé la teneur du serment, s'est borné, en son article 3, à prévoir que le serment serait reçu "par l'autorité que les lois existantes désignent à cet effet".

Ladite disposition légale ne vise donc que les "lois existantes". Dès lors, pour les cas visés par les lois nouvelles qui n'auraient pas désigné les autorités entre les mains desquelles le serment devait être prêté, il a été admis (1) - c'est le cas des receveurs communaux dont le serment n'a pas été réglé par la loi communale de 1836 - que c'est au Roi, en tant que chef de l'Exécutif, qu'il revient d'exécuter le décret du 20 juillet 1831 et notamment de suppléer à son silence, en désignant l'autorité chargée de recevoir le serment.

Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de l'article 601, 1°, du Code judiciaire, se pose la question de savoir s'il n'a pas été légalement pourvu au silence du décret dans les cas où n'a pas été désignée l'autorité compétente pour recevoir le serment.

.../...

---

(1) Voyez Conseil d'Etat, arrêt n° 6731 du 20 juin 1958 et arrêt n° 18.825 du 9 mars 1978.
Voyez aussi Cass. 20 octobre 1868, Pas. 1869, I, 243 et Conseil d'Etat, avis précédant l'arrêté royal fixant le statut des agents de certains organismes d'intérêt public, Moniteur belge, 15 mars 1961, Pasinomie 1961, p. 132.

Cette disposition est rédigée dans les termes les plus généraux. Elle ne semble, toutefois, pas avoir pour objet de donner compétence au juge de paix pour recevoir le serment de tous ceux qui, "à raison de leurs emplois et fonctions", sont assujettis au serment et notamment à l'ensemble des "fonctionnaires de l'ordre administratif" soumis à cette obligation par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

L'article 601, 1°, du Code judiciaire paraît, en effet, ne concerner que ceux des fonctionnaires de l'ordre administratif qu'une autre disposition législative soumet à l'obligation de prêter serment devant une autorité judiciaire; elle paraît avoir pour seul objet de décider qu'à défaut d'une disposition contraire expresse, cette autorité judiciaire est le juge de paix (1).

En raison des problèmes d'interprétation évoqués ci-dessus, la sécurité juridique commande que la règle énoncée à l'article 93 soit omise dans l'arrêté royal en projet et fasse l'objet d'un projet de loi modifiant la nouvelle loi communale dans lequel la règle serait énoncée aux articles 53 et 54 qui concernent la nomination des receveurs communaux.

.../...

---

(1) Voyez, à ce sujet, les travaux préparatoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire : rapport fait par M. HERMANS, Doc. parl. Ch. sess. 1966-1967, n° 59/49, Pasinomie 1967, p. 952.
Voyez aussi les dispositions modificatives et abrogatoires : le législateur s'est abstenu de modifier les dispositions réglementaires qui désignent une autorité administrative pour recevoir le serment des fonctionnaires de l'ordre administratif, par exemple l'article 47 du statut des agents de l'Etat; en revanche, il a modifié celles qui prescrivaient le serment devant une autorité judiciaire lorsqu'elles désignaient, pour le recevoir, une autre juridiction que le juge de paix.

Article 94 (devenant l'article 86).

Alinéa 1er.

Cette disposition est contraire à l'article 56 de la nouvelle loi communale en vertu duquel c'est le conseil communal qui règle le montant et la nature du cautionnement que doit fournir le receveur communal.

L'alinéa 1er doit, dès lors, être omis.

Article 95 (devenant l'article 87).

Il y a lieu de diviser l'article 95 en paragraphes.

Alinéa 2.

L'alinéa 2, tel qu'il est rédigé, n'est pas clair : il ne semble fixer aucune limite dans le temps à la désignation par le receveur, d'un suppléant agréé par le conseil communal. Selon les explications fournies, les conditions de la désignation resteraient les mêmes que celles prévues à l'alinéa 1er : désignation pour un mois maximum, renouvelable deux fois.

On ne comprend pas bien, dès lors, l'utilité de l'intervention du conseil communal, alors que le suppléant est désigné sous la responsabilité du receveur, pour un temps limité.

Cette disposition doit être omise.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 87. § 1er. En cas d'absence justifiée, le receveur local peut sous sa responsabilité pourvoir à son remplacement et désigner à cette fin pour une période de trente jours au plus, un suppléant à agréer par le collège des bourgmestre et échevins. Cette mesure peut être renouvelée à deux reprises pour une même absence.

§ 2. Dans tous les autres cas, et notamment lorsque l'absence justifiée excède la durée visée au § 1er, le conseil communal désigne un receveur local intérimaire.

Le receveur local intérimaire doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur local effectif. Les dispositions des articles 85, alinéas 1er et 2 (1), et 86 lui sont applicables".

Article 96 (devenant l'article 88).

Alinéa 1er.

Si le receveur intérimaire exerce toutes les attributions dévolues au receveur local, il va de soi qu'il continue les écritures comptables de ce dernier ainsi que les poursuites engagées par celui-ci.

.../...

---

(1) Voir cependant l'observation formulée à propos de l'article 93, devenant l'article 85.

Il y a lieu d'omettre le membre de phrase commençant par les mots "... et continue ...".

Alinéas 2 et 3.

Il y a lieu de fusionner les alinéas 2 et 3.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 88. Le receveur local intérimaire exerce toutes les attributions dévolues au receveur local.

Lors de l'installation et lors de la cessation de fonctions du receveur intérimaire, il est procédé à l'établissement du compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du collège des bourgmestre et échevins".

Article 97 (devenant l'article 89).

On peut s'étonner de constater que, pour le receveur régional, ne soit pas prévue une règle semblable à celle qui est édictée pour le receveur communal.

Selon les fonctionnaires délégués, le statut du receveur régional est fixé par le gouverneur et diffère d'une province à l'autre.

C'est donc au gouverneur de décider lui-même le remplacement et par qui sera remplacé le receveur régional.

Il est vrai que la situation des receveurs régionaux est plus complexe. Ils peuvent être remplacés par un autre receveur régional ou par un agent désigné de manière intérimaire. Cependant, le gouverneur ne fixe pas le statut des receveurs. On se référera à cet égard à l'arrêt n° 18.825 du 9 mars 1978, précité (voir article 93 du projet devenant l'article 85). Rien dans la loi communale ne semble réserver au gouverneur le soin de déterminer les cas et les modalités du remplacement du receveur régional absent, sauf à considérer qu'il s'agit d'une règle accessoire à la nomination des receveurs régionaux par le gouverneur.

Par ailleurs, contrairement à la règle énoncée à l'article 96 du projet (devenu 93) en cas de désignation d'un receveur local intérimaire, il n'est prévu ici aucun cas où il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion, sauf le cas de la cessation définitive des fonctions du receveur régional.

Cette absence de compte de fin de gestion dans toutes les hypothèses de remplacement du receveur régional correspond bien, selon les fonctionnaires délégués, à la réalité actuelle. Ils ne peuvent cependant en fournir l'explication.

En raison des interrogations qui subsistent sur les intentions réelles de l'auteur du projet, le texte doit être revu.

.../...

Article 98 (devenant l'article 90).

Les alinéas 1er et 3 ne font que répéter ce qui est dit à l'article 131, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale.

Ils doivent être omis.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 90. L'encaisse des receveurs régionaux est vérifiée trimestriellement au moins par le gouverneur qui en dresse procès-verbal.

Le procès-verbal visé à l'alinéa 1er, ainsi que celui visé à l'article 131, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale, mentionne les observations de l'autorité chargée de la vérification et celles du receveur communal; il est signé par chacun d'eux".

Article 99 (devenant l'article 91).

Le mot "caisses" doit être remplacé par le mot "encaisses", la commune ne disposant pas seulement de caisses, mais aussi de comptes financiers.

L'alinéa 2 doit être complété pour tenir compte de ce que les receveurs régionaux peuvent aussi gérer les encaisses de fabriques d'église.

.../...

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 91. Lorsque le receveur local a la gestion de plusieurs encaisses publiques, les différentes administrations intéressées doivent s'entendre pour procéder à un contrôle simultané de toutes ces encaisses.

Il est procédé simultanément à la vérification des encaisses des receveurs régionaux pour toutes les communes de leur ressort et des autres encaisses publiques dont ils auraient la charge".

Article 100 (devenant l'article 92).

Alinéa 2.

Le document visé l'est déjà à l'article 40 devenant 39, § 6, de l'arrêté en projet. Cet alinéa doit, dès lors, être omis.

Alinéas 1er et 3.

Ces alinéas doivent être refondus en un seul en faisant référence au document visé à l'article 39, § 6, proposé dans le présent avis.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 92. Le receveur communal transmet au collège des bourgmestre et échevins à la fin de chaque mois, le document établissant la concordance des écritures, visé à l'article 39, § 6, alinéa 2".

.../...

Article 101 (devenant l'article 93).

Alinéa 3.

C'est la première fois que le mot "registres" est utilisé dans le texte français. Afin d'assurer une uniformité avec les autres dispositions du règlement, ce mot est remplacé par le mot "livres".

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 93. La vérification de l'encaisse a lieu sans avertissement préalable.

L'autorité chargée de la vérification peut exiger l'accès aux bureaux du receveur communal, même s'ils sont situés à son domicile privé. Elle peut se faire accompagner, sans dégager aucunement sa responsabilité, d'un technicien et d'une personne chargée de tenir les écritures de la vérification.

Lors de cette vérification, le receveur communal est tenu de présenter tous livres, pièces, valeurs et de fournir tous renseignements sur sa gestion et sur l'avoir de la commune".

.../...

Article 104 (devenant l'article 96).

Il y a lieu de remplacer les a), b, c) par 1°, 2°, 3°...

Alinéa 2.

Au a) devenant 1°, il faut remplacer les mots "de l'échéance des contrats et baux, six mois avant leur expiration" par les mots "de l'expiration des contrats, au moins six mois à l'avance ;".

Au d) devenant 4°, il y a lieu d'écrire à la fin : "... ou de la perte des actes, titres et documents qui lui sont confiés".

Alinéa 3.

Le début de cet alinéa serait mieux rédigé comme suit : "Le receveur communal ne peut se dessaisir des ... (la suite comme au projet)".

Article 105 (devenant l'article 97).

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 97. Les agents spéciaux de recettes institués conformément à l'article 138 de la nouvelle loi communale sont soumis aux dispositions des articles 85 à 88, 90 à 96, et 98 à 102" (1).

.../...

(1) Sous réserve des observations relatives aux articles 93, 102, 103, 107, 109 et 110.

Article 106 (devenant l'article 98).

Paragraphe 2.

Afin de viser non seulement l'absence au sens du Code civil mais aussi toute autre sorte d'absence, il est proposé de remplacer le mot "absence" par les mots "si le receveur se trouve dans l'impossibilité de dresser le compte de fin de gestion".

Paragraphe 3.

Le dernier alinéa du paragraphe 3 est à supprimer pour les raisons suivantes :

- les héritiers ne sont pas obligés d'accepter la succession;

- ils n'ont pas nécessairement la formation requise pour établir le compte de fin de gestion;

- il est enfin dangereux de leur envoyer ces documents, si, ultérieurement, le collège doit établir, en leur lieu et place, le compte de fin de gestion.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Art. 98. § 1er. Le receveur communal démissionnaire ... (comme au projet).

.../...

Il dresse à ce moment un inventaire en triple expédition des documents, livres, ... (comme au projet).

§ 2. En cas de décès, révocation, suspension du receveur communal ou s'il se trouve dans l'impossibilité de dresser le compte de fin de gestion, toutes les mesures conservatoires ... (comme au projet).

Dès que le remplaçant est désigné, cet inventaire lui est remis".

Article 107 (devenant l'article 99).

En raison de l'observation faite au sujet du dernier alinéa du paragraphe 3 de l'article 106, il y a lieu d'omettre les mots "ses héritiers ou ayants cause" dans les alinéas 1er, 2 et 5.

De l'accord des fonctionnaires délégués et sous réserve de l'observation générale, le texte suivant est proposé :

"Art. 99. § 1er. Après l'inventaire, le compte de fin de gestion est dressé, signé et certifié exact par le receveur communal sortant, et accepté sous réserve par le receveur communal entrant.

.../...

§ 2. En cas de retard ou de refus du receveur local sortant, de remettre au successeur le compte de fin de gestion, le collège des bourgmestre et échevins le met en demeure de satisfaire à ses obligations.

Cette mise en demeure est faite par exploit d'huissier de justice qui fixe le délai d'exécution.

Si, à l'expiration de ce délai, la sommation est restée sans suite, le collège des bourgmestre et échevins dresse le compte de fin de gestion d'après les éléments en sa possession.

Les frais de sommation et d'expert sont à charge du receveur communal sortant.

Un exemplaire du compte est transmis au receveur communal sortant, avec invitation de formuler ses observations dans les trente jours.

.../...

§ 3. En cas de décès, révocation du receveur, ou si le receveur sortant se trouve dans l'impossibilité de dresser le compte de fin de gestion, le collège des bourgmestre et échevins le dresse.

Un exemplaire du compte est transmis au receveur sortant ou à ses ayants cause, avec invitation de formuler leurs observations dans les trente jours.

§ 4. Le compte de fin de gestion, accompagné, s'il échet, des observations du receveur communal sortant ou de ses ayants cause, est soumis au conseil communal, qui l'arrête... (1).

§ 5. Les attributions du collège des bourgmestre et échevins visées au présent article sont exercées par le gouverneur de province en ce qui concerne les receveurs régionaux".

.../...

(1) Voir l'observation générale formulée à propos des articles 102, 103, 107, 109 et 110 du projet.

Article 108 (devenant l'article 100).

Alinéa 1er.

Il y a lieu de remplacer les tirets par 1°, 2°, 3°.

Aux premier et troisième tirets, il convient de remplacer les mots "comptes d'exercice" et "compte d'exercice" respectivement par les mots "comptes annuels" et "compte annuel".

Cette remarque vaut également pour l'alinéa 2.

Au deuxième tiret, il convient d'ajouter dans le texte français après les mots "les comptes" le mot "annuels".

Alinéa 3.

Il y a lieu d'écrire : "En cas de déficit de caisse, une créance du montant du déficit est ... (la suite comme au projet)".

Alinéa 4.

Le début de l'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Une expédition de compte de fin de gestion arrêté par le conseil communal est remise : (la suite comme au projet)".

Les tirets doivent être remplacés par 1°, 2°, 3°, 4°.

Articles 109 et 110 (devenant les articles 101 et 102).

Il y a lieu de se référer à l'observation générale relative au compte de fin de gestion.

Article 111 (devenant l'article 103).

A la fin de cet article, il convient d'écrire : "... en débet par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines".

Article 112 (devenant l'article 104).

Au début de l'alinéa 1er, il convient d'écrire :

"Art. 104. Les comptes annuels et les comptes de fin de gestion ... (la suite comme au projet)".

Article 113 (devenant l'article 105).

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article 113 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 105. A la date d'entrée en vigueur du présent règlement :

1° le fonds de roulement est transféré au fond de réserve ordinaire.

2° la commune dresse un inventaire et un bilan de départ".

.../...

Article 3 (devenant l'article 106).

L'article 3 est une disposition abrogatoire et doit se trouver avant la disposition relative à l'entrée en vigueur.

Le texte suivant est proposé pour l'article 3 du projet d'arrêté :

"Art. 106. Sont abrogés, à l'égard de chaque commune, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce qui la concerne :

1° l'arrêté du 19 vendémiaire an XII relatif aux poursuites à exercer par les receveurs des communes et ceux des hôpitaux pour la recette et perception de ces établissements en tant qu'il est relatif aux receveurs communaux;

2° l'arrêté royal du 3 mai 1819 relatif à la présentation et à l'apurement des comptes des receveurs municipaux;

3° l'arrêté royal du 16 juillet 1828 contenant des dispositions au sujet des poursuites à l'occasion du recouvrement des taxes municipales;

4° l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale, modifié par l'arrêté du Régent du 28 février 1947, par l'arrêté royal du 16 novembre 1953, par la loi du 5 juillet 1963 et par l'arrêté royal du 15 décembre 1987".

L'article 2 de l'arrêté en projet, relatif à l'entrée en vigueur, devient l'article 107.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Luidens artikel 102 van het ontwerp stort de gemeenteontvanger "wanneer uit het kasonderzoek een tekort blijkt ... een gelijkwaardige geldsom in de gemeentekas".

Die regel vertoont gelijkenis met die welke vermeld staat in artikel 10 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, en volgens welke het Hof kan vaststellen of de rekeningen van de openbare rekenplichtigen met een tekort sluiten en hen kan veroordelen om het verschuldigde bedrag aan de Staatskas te betalen. Voor de openbare rekenplichtige geldt aldus een aansprakelijkheidsregeling die afwijkt van het gemene recht : hij is gebonden door een resultaatsverbintenis aangezien door loutere nietnakoming vermoed wordt dat hij schuldig is (1).

Artikel 136 van de nieuwe gemeentewet bepaalt weliswaar dat de gemeenteontvanger tot taak heeft om "alleen en onder zijn verantwoordelijkheid, de ontvangsten van de gemeente te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen ten belope hetzij van het bijzonder bedrag bepaald in elk artikel van de begroting of van het bijzonder krediet, hetzij van het bedrag van de overeenkomstig artikel 248 overgeschreven kredieten" (2).

---

(1) QUERTAINMONT, La Cour des comptes et sa mission juridictionnelle, blz. 232 en 233.

(2) Dezelfde regel geldt voor de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (wet van 8 juli 1976, artikel 46, § 1, eerste lid).

Door te bepalen dat de gemeenteontvanger zodoende "alleen en onder zijn verantwoordelijkheid" handelt, heeft de wetgever willen zorgen voor de eenheid van het beheer van de gemeentefinanciën : de ontvanger is de enige die met de gelden van de gemeente kan omgaan en hij is er ook als enige voor aansprakelijk, welke aansprakelijkheid niet kan worden ontkracht door het optreden van andere overheden of andere leden van het gemeentepersoneel (1). Die bepaling heeft echter niets te maken met de aard en de omvang van de aansprakelijkheid die op de ontvanger rust wanneer uit het kasonderzoek een tekort blijkt.

Artikel 239 van de nieuwe gemeentewet machtigt de Koning evenmin om de in artikel 102 van het ontwerp bepaalde maatregel vast te stellen, aangezien die niet kan worden gelijkgesteld met een nadere regel voor het uitoefenen van de taken van rekenplichtige.

Artikel 102 van het ontwerp moet dus vervallen, omdat alleen de wetgever inzake de aquiliaanse aansprakelijkheid kan afwijken van het gemene recht.

---

(1) A. MACAR, Les institutions communales, Novelles, Lois politiques et administratives, deel I, nr. 1426; A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, deel I, nr. 768; Raad van State, arrest SMAL, nr. 27.823 van 22 april 1987.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 110, dat handelt over de eindrekening.

2. Artikel 103, derde lid, tweede zin, van het ontwerp is als volgt geredigeerd :

> "De gemeenteraad en de gouverneur beslissen over de verantwoordelijkheid respectievelijk van de plaatselijke ontvanger en van de gewestelijke ontvanger" (1).

De artikelen 107 en 109 bepalen dat de eindrekening wordt voorgelegd aan "de overheid belast met de definitieve vaststelling" en dat deze "het debet vast(stelt) of ontlasting (geeft) aan de uittredende gemeenteontvanger".

Men kan zich afvragen of die administratieve overheden zodoende geen rechterlijke opdracht zouden vervullen die bestaat in het beslechten van geschillen over burgerlijke rechten. Zulke geschillen behoren krachtens artikel 92 van de Grondwet uitsluitend tot de bevoegdheid van de rechtbanken.

Die vraag is al gerezen in verband met de opdracht die bij artikel 116 van de Grondwet aan het Rekenhof is toegewezen en die bestaat in het nazien en verevenen van de rekeningen van allen die tegenover de Staatskas rekenplichtig zijn.

---

(1) Bij vergissing staat het woord "respectivement" tweemaal in de Franse tekst die aan de Raad van State is voorgelegd.

Het Hof van Cassatie is van oordeel dat "het Rekenhof geen uitspraak doet over een betwisting, wanneer het ... uitspraak doende met toepassing van de artikelen 5 en 10 van de wet van 29 oktober 1846, de rekeningen van een rekenplichtige tegenover de Staatskas naziet en verevent, en vaststelt of zijn rekeningen effen zijn, een tegoed vertonen of met een tekort sluiten, (en dat het) evenmin burgerlijke rechten en verplichtingen vaststelt" (1). Evenzo is men in de rechtsleer voor een deel de mening toegedaan dat het Rekenhof in de uitoefening van die opdracht geen geschil regelt (2).

De commissie ad hoc van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, waarnaar de zaak door de bedoelde arresten van 13 juni 1983 is verwezen, heeft daarentegen duidelijk gesteld dat het Rekenhof uitspraak doet over een geschil en dat het een rechterlijke opdracht heeft (3). Die oplossing is aangenomen (4).

De aard van de rechten waarover het Rekenhof uitspraak doet, is eveneens een omstreden punt. Volgens

---

(1) Cass. 13 juni 1983, Gedr. St. Kamer 477 (1985-1986), nr. 2.

(2) P. QUERTAINMONT, op. cit., blz. 58.

(3) en (4) arrest van 29 mei 1986 en opm. F. DELPEREE, J.T. 1987, blz. 28 en 29.

sommigen zijn die rechten van politieke aard (1), volgens anderen van burgerlijke aard (2). Volgens de eerste stelling is artikel 116 van de Grondwet een directe toepassing van artikel 93 en is het Rekenhof een rechtscollege opgericht overeenkomstig de laatstgenoemde bepaling. Volgens de tweede stelling is artikel 116 van de Grondwet een afwijking van artikel 92.

De hierboven uiteengezette complexe problemen, die momenteel worden onderzocht door de Europese Commissie voor de rechten van de mens (3), zijn des te meer aan de orde voor de gemeenteontvangers, die in artikel 116 van de Grondwet niet worden bedoeld.

De Raad van State, afdeling wetgeving, waarbij immers slechts een ontwerp van koninklijk besluit en geen ontwerp van wet is ingediend, heeft geen advies uit te brengen over de kwestie of de hierboven bedoelde geschillen uitsluitend tot de bevoegdheid van de gewone rechtbanken

---

(1) C. DE BROUCKERE et F. TIELEMANS, Répertoire de l'Administration et du droit administratif de la Belgique, op. cit., deel V, v° Comptable, blz. 272, en deel VI, v° Droits civils et politiques, blz. 435; G. BELTJENS, La Constitution belge revisée, op. cit., artikelen 92-93, nr. 50 e.v.; A. GIRON, Dictionnaire de droit administratif et de droit public, deel I, v° Compétence, nr. 11 en 12; Pandectes belges, deel XXII, v° Compétence respective de l'Administration et des tribunaux, nr. 34 e.v., deel XXII, v° Comptable public, nr. 47 en 54.

(2) J.J. THONISSEN, La Constitution belge annotée, nr. 540; O. ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, deel III, blz. 304; M. SPREUTELS, Staatsrekenplichtigheid, blz. 5.

(3) Zaak MUYLDERMANS vs/België, verzoekschrift nr. 12.217/86.

behoren, met toepassing van artikel 92 van de Grondwet, dan wel of een administratief rechtscollege er door een wet mee kan worden belast erover te beslissen, zoals artikel 93 van de Grondwet mogelijk maakt. Bovendien zou het standpunt van het Europese Hof voor de rechten van de mens ter zake wel eens beslissend kunnen blijken voor de oplossing van dit probleem.

Welke afloop de controverse ook zal krijgen, de Koning is niet bevoegd om de onderzochte voorschriften vast te stellen.

De voorschriften moeten vervallen en de onderzochte artikelen moeten worden herzien.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het voorgestelde opschrift geeft geen voldoende idee van de inhoud van de bijlage die, overeenkomstig de machtiging die aan de Koning is verleend bij artikel 239 van de nieuwe gemeentewet, niet alleen boekhoudkundige voorschriften bevat maar ook begrotingsvoorschriften, financiële voorschriften en voorschriften betreffende de nadere regels voor de uitoefening van de taken van de rekenplichtigen.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit".

De gebruikte methode, volgens welke het reglement op de gemeentelijke comptabiliteit als bijlage bij het ontworpen besluit wordt gevoegd, is absoluut ongewoon en niet erg aan te raden. De voorschriften betreffende de gemeentelijke comptabiliteit dienen alle in het ontworpen besluit en niet in de bijlage te staan.

Daaruit volgt dat artikel 1 van het ontworpen koninklijk besluit moet vervallen en dat de artikelen 2 en 3 aan het einde van het ontworpen besluit behouden moeten blijven, maar onder een andere nummering.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1°.

Op de derde regel van de Nederlandse tekst moet het woord "doorgaans" vervallen.

5°.

De classificatie wordt voorgesteld door een code die een numerieke identificatie is; wegens het gebruik van de woorden "functionele en economische code", moet het woord "classificatie" vervallen.

Op de vierde regel schrijve men : "bestaande uit twee reeksen van ten minste drie cijfers".

De delegatie in fine, die trouwens het onderwerp is van een andere bepaling van het reglement, dient te vervallen.

9°.

De dienstjaarrekeningen zijn in feite de rekeningen bedoeld in artikel 240, § 1, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet. Het is dus onnodig een definitie te geven van wat in de wet wordt bepaald.

10° (dat 9° wordt).

Men schrijve in de Franse tekst :

"10° "receveur communal" : ces termes ... (voorts zoals in het ontwerp)".

11°.

Wegens de redactie die wordt voorgesteld voor artikel 16, dient de bepaling onder 11°, namelijk de definitie van de woorden "passieve middelen", te vervallen.

.../...

12° (dat 10° wordt).

Nu worden de ambtshalve opnemingen gedaan in een rekening die elke gemeente heeft geopend bij het Gemeentekrediet van België. Het is echter wel mogelijk dat in de toekomst in die toestand verandering komt. Het zou dan ook beter zijn de woorden "Gemeentekrediet van België" te schrappen.

De bepaling onder 12°, die 10° wordt, zou dan beter als volgt worden geredigeerd :

"10° "ambtshalve opneming" : elke opneming die bij of krachtens de wet is voorgeschreven en die zonder de voorafgaande toestemming van de gemeente wordt gedaan in een rekening die de gemeente bij een financiële instelling heeft geopend".

13° (dat 11° wordt).

De bepaling onder 13°, die 11° wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"11° "kasvoorraad van de gemeente" : het geheel van de gelden en de waarden die beschikbaar zijn of op maximaal een jaar belegd zijn".

In de ontworpen tekst worden meermaals, inzonderheid in artikel 46, § 1, de woorden "invorderingsrecht" gebruikt, waarvan het genoemde artikel trouwens de definitie

.../...

geeft. Het verdient aanbeveling om in de Franse tekst in plaats van de woorden "droit constaté" de woorden "droit à recette" te gebruiken.

Verder moet in artikel 1 bijgevolg een punt 12° worden ingevoegd, geredigeerd als volgt :

"12° "invorderingsrecht" : elk bedrag dat met zekerheid, door een welbepaalde derde, tijdens een bepaald dienstjaar aan de gemeente verschuldigd is".

Bijgevolg dient in artikel 46 de paragraaf 1, die de definitie geeft die juist is voorgesteld, te vervallen.

Bovendien moet aan het ontworpen artikel 1 een punt 13° worden toegevoegd om het begrip "vastgesteld recht" te definiëren (1).

Die bepaling onder 13° zou dan als volgt luiden :

"13° "vastgesteld recht" : invorderingsrecht dat geboekt is".

---

(1) In artikel 38 van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, beantwoordt aan de uitdrukking "droit constaté" in het Nederlands "erkende vordering". De vraag rijst dan ook waarom in het onderhavige ontwerp niet langer met die terminologie wordt gewerkt, maar wel met de uitdrukking "vastgesteld recht".

Sommige bepalingen van het oorspronkelijke ontwerp zouden beter op hun plaats zijn in de titel betreffende de algemene bepalingen. Het zijn artikel 34, vierde lid, en artikel 55, derde lid, die respectievelijk de artikelen 3 en 4 zouden worden.

Artikelen 3 en 4 (nieuw).

Artikel 3 zou de tekst overnemen van artikel 34, vierde lid :

"Art. 3. Het college van burgemeester en schepenen bepaalt op welke manier de bewijzen van de inschrijvingen of bewaargevingen, alsmede alle andere akten waaruit de rechten van de gemeente blijken, bewaard worden".

Artikel 4 zou de tekst van artikel 55, derde lid, nagenoeg overnemen :

"Art. 4. De rekeningen worden, nadat het schepencollege zijn instemming heeft betuigd, door de gemeenteontvanger op naam van de gemeente geopend. Ze worden door hem beheerd en de post wordt rechtstreeks aan hem geadresseerd. Op de verzoeken tot betaling wordt steeds het nummer van de rekening vermeld waarop het bedrag moet worden gestort".

Artikel 3 (dat artikel 5 wordt).

In het tweede lid schrijve men :

.../...

"De begroting vermeldt echter slechts het resultaat van de bijzondere begrotingen van de gemeentelijke inrichtingen en diensten van industriële of commerciële aard, die als gemeentebedrijven georganiseerd zijn overeenkomstig artikel 261, § 1, van de nieuwe gemeentewet".

Artikel 4.

Eerste lid.

Het eerste lid wordt artikel 6.

Tweede lid.

Het tweede lid van artikel 4 en artikel 32 van het ontwerp zouden moeten worden samengevoegd tot artikel 7.

Artikel 32 beperkt immers de vorming van de kredieten, bedoeld in het tweede lid van artikel 4, tot het bestaan van een matige fiscaliteit en toereikende begrotingsmiddelen. Bovendien voorziet artikel 32, steeds binnen die perken, in de mogelijkheid om andere kredieten te vormen.

Het nieuwe artikel 7 zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd; de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens :

"Art. 7. Wanneer de fiscaliteit matig is en de begrotingsmiddelen toereikend zijn, kan de gemeenteraad kredieten op zijn begroting uittrekken om die middelen te bestemmen :

1° voor renderende beleggingen op meer dan één jaar;

2° voor de verwerving van publieke fondsen en effecten;

3° voor de vervroegde terugbetaling van de duurste leningen;

4° voor de vorming van :

a) fondsen voor risico's en kosten die in de loop van verscheidene dienstjaren invloed zouden kunnen hebben op het patrimonium;

b) gewone reserves geput uit gewone overschotten of buitengewone reserves geput uit gewone of buitengewone overschotten;

c) buitengewone ontvangsten op te nemen op de gewone dienst, tot dekking van buitengewone uitgaven van het dienstjaar".

Artikel 32 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 8 wordt).

Derde lid.

In de Franse tekst schrijve men : "est de nature à provoquer ou à accroître un déficit ...".

Artikel 6 (dat artikel 9 wordt).

Tweede lid.

Wegens de definitie die in artikel 1 gegeven is van "ambtshalve opneming", moeten de woorden "krachtens de wet" en "en buiten de tussenkomst van de gemeenteontvanger" als overbodig vervallen en moet het woord "ingehouden" worden vervangen door het woord "opgenomen".

Derde lid.

Men schrijve : "... geldt de beperking waarvan sprake in het tweede lid ...".

Artikel 8 (dat artikel 11 wordt).

Artikel 8 van het ontwerp luidt als volgt :

"Het college van burgemeester en schepenen maakt het begrotingsontwerp op na het advies te hebben ingewonnen van een commissie waarin ten minste een afgevaardigde van het college, de gemeentesecretaris en de gemeenteontvanger zetelen".

Is het advies dat die commissie moet verstrekken een louter technisch advies, dan kan men aannemen dat de in artikel 8 vervatte regel een regel is die betrekking heeft op het opmaken van de begroting en dat de Koning bevoegd is om die regel vast te stellen.

Ligt het daarentegen in de bedoeling van de steller van het ontwerp aan de commissie bevoegdheid te verlenen om een advies uit te brengen over de opportuniteit, dan zou de regel de bevoegdheid van de Koning te buiten gaan en zou hij, in dat geval, achterwege moeten blijven.

De woorden "een afgevaardigde van het college" zijn onduidelijk. Men kan zich afvragen of het gaat om een lid van het college dan wel om iemand van buiten het college, die vanwege zijn bevoegdheid door het college zou zijn gekozen uit het gemeentebestuur of elders.

Gaat het om een lid van het college, dan schrijve men : "een lid van het college", dat is een soortgelijke uitdrukking als die waarmee wordt gewerkt in artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 9.

Krachtens artikel 108 van de Grondwet worden "de ... gemeentelijke instellingen ... bij de wet geregeld".

De artikelen 99 tot 101 van de nieuwe gemeentewet regelen de besluitvorming binnen de gemeenteraad.

De Koning is niet gerechtigd om de manier te bepalen waarop de begroting door de gemeenteraad aangenomen zal worden. De delegatie die door de wetgever in artikel 239 van de nieuwe gemeentewet is verleend, kan trouwens niet zo worden uitgelegd dat ze die bevoegdheid aan de Koning opdraagt : het gaat niet om een begrotingsvoorschrift

noch om een voorschrift ter zake van het vaststellen van de nadere regels voor de uitoefening van de taken van de rekenplichtigen, aangezien de gemeenteraad geen rekenplichtige is.

Die bepaling moet vervallen en moet, eventueel, opgenomen worden in een ontwerp van wet tot aanvulling van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

Artikel 10 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 12. Zodra de begroting definitief vastgesteld is, is ze uitvoerbaar, onverminderd de controle op de wettigheid van ...".

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

Eerste lid.

De laatste volzin van het ontworpen lid houdt een aanmatiging in van de bevoegdheid van de Gewesten om de aan toezicht gebonden handelingen te bepalen.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Art. 13. § 1. Vóór de definitieve vaststelling van de begroting, mogen, door middel van voorlopige kredieten, uitgaven worden verricht waarvoor een uitvoerbaar krediet uitgetrokken was op de begroting van het vorige dienstjaar.

Wanneer de begroting nog niet aangenomen is, worden de voorlopige kredieten evenwel vastgesteld door de gemeenteraad, en, wanneer de wet, het decreet of de ordonnantie het voorschrijft, goedgekeurd door de toezichthoudende overheid.

§ 2. De voorlopige kredieten mogen per verlopen of begonnen maand niet meer bedragen dan een twaalfde :

1° van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar, wanneer de begroting van het dienstjaar nog niet aangenomen is;

2° van het begrotingskrediet van het lopende dienstjaar of, indien het kleiner is, van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar, wanneer de begroting van het dienstjaar reeds aangenomen is;

Die beperking is niet van toepassing op de uitgaven voor het bezoldigen van het personeel, voor het betalen van verzekeringspremies en van belastingen.

§ 3. De voorlopige kredieten hebben alleen betrekking op verplichte uitgaven van de gewone dienst".

Artikel 13 (dat artikel 15 wordt).

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 15. Op de begrotingswijzigingen moeten zonder verwijl worden uitgetrokken, de begrotingskredieten die nodig zijn om de uitgaven die verricht zijn krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet en de ambtshalve opgenomen uitgaven te dekken, alsmede de begrotingskredieten die betrekking hebben op niet-geraamde ontvangsten".

Artikel 15.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met de stelling dat de bepaling geen enkele welbepaalde dwingende waarde heeft. Ze zou derhalve beter achterwege gelaten worden, aangezien de inhoud hierna in feite beter omschreven wordt.

Artikel 16 (dat artikel 17 wordt).

De ontworpen bepaling geeft een beschrijving van de balans, doch in het oorspronkelijk ontwerp is die nu eens onvolledig, daar sommige rubrieken er niet in voorkomen, en dan weer redundant, omdat ze betrekking heeft op een begrip dat goed bekend is in boekhoudingsaangelegenheden.

Daarom zijn de gemachtigde ambtenaren het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 17. § 1. De algemene toestand van de gemeente op 31 december van elk dienstjaar wordt bepaald door de balans.

§ 2. Het actief van de balans, dat bestaat uit de bezittingen en de vorderingen als geheel, die zijn opgebracht door het gebruik van de waarden van het passief, omvat :

1° de vaste activa, welke de goederen zijn die blijvend verworven zijn door de gemeente, namelijk :

a) de oprichtingskosten;

b) de immateriële vaste activa (1);

c) de materiële vaste activa die het onroerend en het roerend patrimonium omvatten;

d) de kredieten en toegekende leningen;

e) de financiële vaste activa;

---

(1) Het lijkt twijfelachtig dat plannen van aanleg of studieplannen als immateriële vaste activa kunnen worden beschouwd, want zo men een dergelijke terminologie zou hanteren, zou men het woord "vaste activa" foutief gebruiken.

2° de vlottende activa die de bezittingen en de vorderingen van de gemeente zijn, namelijk :

a) de voorraden;

b) de vorderingen op ten hoogste één jaar;

c) de verrichtingen voor rekening van derden;

d) de geldbeleggingen op ten hoogste één jaar;

e) de liquide middelen;

f) de overlopende rekeningen.

§ 3. Het passief van de balans, dat de herkomst aangeeft van de middelen waarover de gemeente beschikt om haar doelstellingen te bereiken, omvat :

1° het eigen vermogen dat bestaat uit de middelen die de gemeente heeft geïnvesteerd en waarvan zij eigenaar is, namelijk :

a) het aanvangskapitaal;

b) de gekapitaliseerde resultaten;

c) de resultaten van de vorige dienstjaren;

d) de reserves;

e) de ontvangen investeringskosten;

f) de voorzieningen voor risico's en kosten;

2° het extern vermogen of de schuld, welke de middelen zijn die door derden ter beschikking van de gemeente worden gesteld, namelijk :

a) de schulden op meer dan één jaar;

b) de schulden op ten hoogste één jaar;

c) de verrichtingen voor rekening van derden;

d) de overlopende rekeningen.

§ 4. In de ingaande balans bestaat het aanvangskapitaal uit het verschil tussen het actief en het totaal van de schulden, de reserves, het samengevoegde resultaat van de voorgaande dienstjaren, de ontvangen investeringstoelagen en de voorzieningen voor risico's en kosten.

Het verschil tussen het actief en de schulden bepaalt het nettovermogen van de gemeente. Dit wordt elk jaar aangepast door de inbreng van het saldo van de resultatenrekening van het afgesloten dienstjaar.

§ 5. Alle balanswaarden worden aangegeven in Belgische frank.

Artikel 17 (dat artikel 18 wordt).

Tweede en derde lid.

Het tweede en het derde lid dienen te vervallen, aangezien daarin begrippen worden gehanteerd die in de boekhouding voldoende bekend zijn.

Vierde lid (dat het tweede lid wordt).

In 3°, a), eerste streepje, wordt het woord "aanpassingen" terwille van de eenvormigheid van de gebezigde termen vervangen door het woord "herwaardering" (zie artikel 21 van het ontwerp).

In b) wordt een eerste streepje ingevoegd, dat de tegenhanger vormt van het eerste streepje van a).

Het tweede streepje, dat het derde wordt, strekt ertoe een onderscheid te maken tussen twee gevallen : de gemeentelijke heffingen kunnen ofwel oninbaar worden verklaard, bijvoorbeeld ten gevolge van een fout, ofwel oninvorderbaar worden verklaard ten gevolge van de insolventie van de schuldenaar.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de tekst duidelijker zou zijn indien hij als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 18. De resultatenrekening omvat de vergelijkende boeking van en het verschil tussen de opbrengsten en de kosten van de gemeente tijdens het dienstjaar.

De opbrengsten en de kosten zijn van drieërlei aard :

1° De courante opbrengsten en kosten. Zij bestaan uit de vastgestelde rechten en de uitgaven aangerekend op de begrotingsposten van de gewone dienst.

2° De opbrengsten en de kosten die voortvloeien uit de normale schommelingen van de balanswaarden of de rechtzettingen van de opbrengsten en de kosten. Zij komen met name voort uit :

a) de toevoegingen aan afschrijvingen en aan voorzieningen voor risico's en kosten;

b) de wijzigingen in de voorraad;

c) de verrichtingen in verband met de boekhoudkundige rechtzetting van de aanrekening van periodieke terugbetalingen van leningen;

d) de overboekingen tussen de budgettaire diensten;

e) de inbreng van werk uitgevoerd in eigen beheer in de vaste activa;

3° De uitzonderlijke opbrengsten en kosten en reserves :

a. dergelijke opbrengsten komen met name voort uit :

- de in artikel 19 bedoelde herwaarderingen van de waarde van de goederen van de vaste activa;

- de meerwaarden bij de overdracht van goederen uit de vaste activa;

- de ontvangen uitzonderlijke schadevergoedingen voor de goederen van het patrimonium;

- de onttrekkingen aan de reserves;

- enige andere uitzonderlijke inbreng van de gewone of de buitengewone dienst;

b. dergelijke kosten vinden met name hun oorsprong in :

- de in artikel 19 bedoelde herwaarderingen van de waarde van de goederen van de vaste activa;

- een uitzonderlijke meerwaarde geboekt op de openbare leningen die de gemeente heeft uitgegeven;

- het oninbaar of oninvorderbaar verklaren van gemeentelijke heffingen, vorderingen, kredieten en toegekende leningen, zoals bedoeld in artikel 56;

- de minderwaarden bij de realisatie van de overdracht of bij verlies van goederen van de vaste activa;

- de uitzonderlijke schadeloosstellingen van derden door de gemeente;

- de toevoegingen aan de waardeverminderingen;

- de toevoegingen aan het gewoon of het buitengewoon reservefonds.

In de resultatenrekening worden de volgende resultaten opgenomen :

a) "batig of nadelig bedrijfssaldo" : het resultaat dat blijkt uit de algemene boekhouding en wordt bepaald door het vergelijken van de in 1° en 2° bedoelde kosten en opbrengsten;

b) "uitzonderlijk batig of nadelig saldo" : het resultaat dat blijkt uit de algemene boekhouding en wordt bepaald door het vergelijken van de in 3° bedoelde kosten en opbrengsten;

c) "batig of nadelig saldo van het dienstjaar" : het bedrijfsresultaat vermeerderd met het uitzonderlijk resultaat.

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

Zesde lid.

Dit lid is een tijdelijke bepaling die zou moeten voorkomen in de titel betreffende de diverse bepalingen (titel VI).

.../...

Artikel 19.

Die bepaling overlapt artikel 17, vierde lid, 3°, van het ontwerp. Zij moet derhalve vervallen.

Artikel 20.

In de Franse tekst is het woord "immeuble" oneigenlijk gebruikt.

Een "terrain (bouwgrond)" is immers ook een "immeuble (onroerend goed)". Ook in het Nederlands is de term "gebouw" inadequaat.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 20. In de boekhouding wordt een onderscheid gemaakt tussen de waarde van de grond en die van de onroerende goederen die zich daarop bevinden".

Artikel 21.

Eerste lid.

1. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat "de goederen van het onroerend patrimonium" wordt geschreven, in plaats van "de materiële vaste activa".

.../...

Tweede_lid.

De delegatie die de Koning aan de Minister van Binnenlandse Zaken verleent om een uitzonderlijke herwaardering van het onroerend patrimonium te verordenen is erg ruim opgevat. Het betreft immers een regelingsmiddel dat aanzienlijke gevolgen kan hebben voor de gemeentefinanciën en, met name, voor het bedrag van de leningen die de gemeenten kunnen aangaan, daar dit nauw in verband staat met het actief van de gemeente. Een dergelijke bevoegdheid moet dus aan de Koning worden gelaten zonder dat aan de Minister van Binnenlandse Zaken een subdelegatie wordt verleend.

Volgens de gemachtigde ambtenaren, moet 's Konings bevoegdheid om een uitzonderlijke herwaardering van het onroerend patrimonium verplicht te stellen duidelijk worden afgebakend, opdat de gemeenten nu reeds op de hoogte zijn van die mogelijkheid.

Het zou raadzaam zijn om de werkelijkheid die schuilgaat achter het woord "voirie", zoals dat in de door de gemachtigde ambtenaar voorgestelde tekst voorkomt, te benoemen met een ander woord, want het woord "voirie" heeft een andere betekenis dan die welke het in de omgangstaal en in de rechtstaal heeft.

In het Nederlands zou de term "wegennet" gebezigd kunnen worden.

.../...

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 21. § 1. De goederen van het onroerend patrimonium worden jaarlijks geherwaardeerd met uitzondering van het hout op stam en van het ... .

De herwaardering geschiedt volgens de aard van het goed rekening houdende met :

- ofwel de index van de prijzen van de bouwsector;

- ofwel de opbrengst, voor de gemeente, van de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt welk van de twee criteria in elk geval moet worden toegepast.

§ 2. Indien er zich aanzienlijke en niet-incidentele marktschommelingen voordoen, kan de Koning een uitzonderlijke herwaardering van de goederen van het onroerend patrimonium opleggen, op voorwaarde dat men met geen van de in paragraaf 1 bedoelde criteria kan volstaan om die schommelingen in te calculeren".

Artikel 22.

De door artikel 22 aan de Minister van Binnenlandse Zaken verleende delegatie is veel te ruim opgevat en heeft betrekking op gewichtige aangelegenheden. Die delegatie heeft geen betrekking op uitvoeringsaangelegen-

.../...

heden die het kenmerk van een bijkomstigheid of een detail dragen.

Overeenkomstig artikel 239 van de nieuwe gemeentewet, is het aan de Koning om de aangelegenheden te regelen die artikel 22 van het ontwerp wil delegeren.

De derde delegatie die betrekking heeft op de herwaardering van het patrimonium is reeds aan bod gekomen en onderzocht in het vorige artikel. Zij vervalt dus in het ontworpen artikel.

Artikel 24.

Zoals het artikel geredigeerd is, laat het veronderstellen dat het om een mogelijkheid gaat. Dat is echter niet het geval.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 24. Wanneer kosten en opbrengsten betrekking hebben op een volgend dienstjaar, worden zij aangerekend op een overlopende rekening die geen invloed heeft op het resultaat van het dienstjaar".

.../...

Artikelen 25 en 26.

De artikelen 25 en 26 moeten ter wille van de helderheid worden herwerkt en opgesplitst.

Artikel 25 heeft betrekking op de leningen. Artikel 26 heeft betrekking op de kredietopeningen.

De bepaling die voorkomt in artikel 26 van het ontwerp, tweede lid, dient te vervallen. Het is duidelijk dat de buitengewone uitgaven hun oorsprong vinden in de aanbestedingen, de contracten, de akten. Men wil de leningen beperken tot het bedrag van de te financieren uitgaven, wat logisch lijkt, doch die beperking vloeit reeds voort uit artikel 25, eerste lid, van het ontwerp, dat bepaalt dat de leningen worden aangegaan om buitengewone uitgaven te dekken.

De beperking van de termijn voor terugbetaling van de leningen moet beter worden geformuleerd door te verwijzen naar de termijn voor het afschrijven van de goederen waarvoor die leningen zijn aangegaan. Indien de goederen niet kunnen worden afgeschreven, is de terugbetalingstermijn van louter contractuele aard.

In artikel 26 moet worden gepreciseerd dat de kredietopeningen eveneens op beslissing van de gemeenteraad worden aangegaan.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Art. 25. Op beslissing van de gemeenteraad kan de gemeente leningen aangaan om het bedrag van de buitengewone uitgaven te dekken.

De termijn voor terugbetaling van de leningen mag niet langer lopen dan de termijn voor het afschrijven van de goederen waarvoor die leningen zijn aangegaan.

In het leningenbestand worden de terugbetalingstranches en de verschuldigde interesten per jaar en per lening vermeld volgens de vigerende rentevoet.

"Art. 26. Op beslissing van de gemeenteraad kan de gemeente kredietopeningen aangaan door verdiscontering van toelagen of andere in de begroting opgenomen ontvangsten".

Artikel 27.

Eerste lid.

Het eerste lid, zoals het in het oorspronkelijk ontwerp geredigeerd is, betekent zoveel dat de toezichthoudende overheid de verplichting opgelegd krijgt een beslissing te nemen, wat de Koning niet kan doen. Bovendien is het gevaarlijk een eventueel juridisch vacuüm te laten als de bevoegde gewestelijke overheden geen beslissing nemen.

.../...

Na een bespreking van die kwestie met de gemachtigde ambtenaren, stellen dezen voor dat de Koning zelf het bedrag vaststelt waaronder het saldo van een lening de middelen voor de buitengewone dienst moeten opleveren, zijnde 1 percent van het aanvankelijke bedrag van de lening en ten hoogste 30.000 frank.

Tweede_lid.

De omzetting van de ongebruikte saldi van leningen in een nieuwe lening waarvan de duur die van de uitgaven, die door de aanvankelijke lening was gewaarborgd, het best benadert, stoelt op artikel 51 van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit. Volgens de gemachtigde ambtenaren heeft de aan die omzetting verbonden beperking tot gevolg gehad dat artikel 51 nooit, of zeer weinig is toegepast.

Zij stellen voor die mogelijkheid tot beperkte omzetting weg te laten, te meer daar het technisch gezien niet meer mogelijk zal zijn wegens de verbondenheid van de gemeentelijke comptabiliteit met de boekhouding van het Gemeentekrediet of van, eventueel, een andere financiële instelling.

Bijgevolg wordt in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 27. De ongebruikte saldi van de leningen worden bij beslissing van de gemeenteraad bestemd voor :

1° de vervroegde terugbetaling van de lening;

2° of de betaling van buitengewone uitgaven die niet gedekt zijn door daartoe overeenkomstig artikel 26, eerste lid, aangewezen ontvangsten.

Wanneer het saldo evenwel minder dan 1 percent van het aanvankelijke bedrag van de lening en ten hoogste 30.000 frank bedraagt, levert het rechtstreeks de middelen voor de buitengewone dienst".

Artikel 29.

Bij dit artikel is dezelfde opmerking te maken als die welke bij artikel 25 van het ontwerp is gemaakt.

In de Nederlandse tekst zou het beter zijn "effecten" te schrijven, in plaats van "titels".

Artikel 30.

Eerste, tweede, derde en vierde lid.

Het eerste, het tweede, het derde en het vierde lid vormen paragraaf 1.

.../...

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 30. § 1. Behoudens tegenbeding, kunnen de gemeenten de in artikel 29 bedoelde effecten van hun eigen leningen inkopen, evenwel uitsluitend met het oog op vervroegde aflossing.

Het bedrag ... (voorts zoals in het ontwerp).

Het gedeelte ... (voorts zoals in het ontwerp).

De ingekochte effecten mogen niet opnieuw in omloop worden gebracht".

Vijfde en zesde lid (die paragraaf 2 vormen).

Aangezien er in het vierde lid reeds sprake is van het annuleren, is het overbodig hieraan nog te herinneren in het vijfde en het zesde lid.

Paragraaf 2 moet in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Door het aanbrengen van een onuitwisbare stempel worden onmiddellijk vernietigd :

1° de ingekochte effecten bij de inkoop;

2° de normaal terugbetaalde effecten bij de terugbetaling;

.../...

3° de rentecoupons, ingedeeld naar de vervaldag, bij de uitbetaling".

Het zevende lid wordt paragraaf 3 en zou beter geredigeerd zijn als volgt :

"§ 3. Ten minste eenmaal per jaar wordt van de vernietiging van de afgeloste obligaties en effecten alsook van de daarbij behorende rentecoupons een proces-verbaal opgemaakt dat door het college van burgemeester en schepenen wordt goedgekeurd en in het gemeentearchief wordt neergelegd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 31.

Eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid op de hierna volgende wijze te stellen; de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens.

"Art. 31. Het college van burgemeester en schepenen ziet erop toe dat de kasvoorraad van de gemeente voldoende kasmiddelen omvat om te allen tijde de verbintenissen van de gemeente te kunnen nakomen en haar uitgaven te kunnen betalen".

.../...

Artikel 32.

Dit artikel dient te vervallen. Het is immers samengevoegd met artikel 4 en opgenomen in een artikel 7.

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

Eerste lid.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het beter zou zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 32. De beleggingen verricht met speciale fondsen afkomstig van giften en legaten met een bepaalde bestemming, alsmede de inkomsten uit die beleggingen, worden aangerekend op de begrotingsposten die op elk van deze fondsen betrekking hebben".

Tweede lid.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Die beleggingen worden zowel in de inventaris als in de boekhouding apart beheerd".

.../...

Artikel 34 (dat artikel 33 wordt).

Eerste lid.

Het is niet aan de Koning om aan de toezichthoudende overheid de verplichting op te leggen om beleggingsvoorschriften vast te stellen en daartoe maatregelen te nemen.

Het eerste lid moet derhalve worden herzien.

Tweede lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De door de gemeente verworven effecten aan toonder, waarvoor een grootboek bestaat, worden omgezet in nominatieve inschrijvingen".

Derde lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De niet-converteerbare effecten aan toonder worden in bewaring gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas,

.../...

de Nationale Bank van België of het Gemeentekrediet van België" (1).

Het laatste lid is het nieuwe artikel 3 geworden.

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

Eerste en tweede lid.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaren blijkt dat, wanneer materiële vaste activa worden gerealiseerd, de opbrengst van die realisatie moet worden geïnvesteerd in goederen die gelijksoortig zijn aan die welke zijn gerealiseerd. Die bedoeling moet tot uiting komen in de ontworpen tekst, waarvoor de volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 34. De nettowaarde van de materiële vaste activa moet, in geval van realisatie, zo spoedig mogelijk opnieuw worden geïnvesteerd in andere materiële vaste goederen.

De waarden en effecten van de gemeente kunnen te gelde worden gemaakt om te vermijden dat leningen moeten worden aangegaan waarvan de lasten de inkomsten uit die waarden en effecten zouden overtreffen".

---

(1) De Regering zal moeten oordelen of er rekening moet worden gehouden met de opmerking die gemaakt is bij artikel 1, 12°, en of de woorden "het Gemeentekrediet van België" dus moeten worden vervangen door "een financiële instelling".

Derde lid.

Dit derde lid overlapt artikel 17. Het moet derhalve vervallen.

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 35. De gemeenteontvanger is verantwoordelijk voor de kasvoorraad, met uitzondering van die van de gemeentebedrijven.

De gelden van de kasvoorraad worden afzonderlijk beheerd in de boekhouding, waarin alle verrichtingen worden vermeld".

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

Ter wille van een grotere duidelijkheid, wordt het artikel in paragrafen ingedeeld.

Sommige woorden worden door andere, duidelijker woorden vervangen. In het tweede lid wordt "voorlopig belegd" vervangen door "op minder dan een jaar belegd" en in het vierde lid wordt "het thesauriebeheer" vervangen door "de kasvoorraad".

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 36. § 1. De gemeenteontvanger bewaart in kas slechts het geld dat nodig is om op de nabije vervaldagen de contante betalingen te verrichten.

§ 2. De overige beschikbare kasmiddelen worden gestort op de lopende rekeningen geopend bij het Bestuur der Postcheques of bij de openbare kredietinstellingen, of worden bij die instellingen op minder dan een jaar belegd.

Indien de gemeente er echter voordeel bij heeft, mag het geld dat bij andere instellingen dan die bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf is geleend, daar in deposito blijven op voorwaarde dat het de gemeente voldoende waarborgen biedt in door het college van burgemeester en schepenen aangenomen verhandelbare waarden.

§ 3. Na raadpleging van de gemeenteontvanger (1), regelt het college van burgemeester en schepenen het beheer van de kasvoorraad".

---

(1) De woorden "Na raadpleging van de gemeenteontvanger" zijn voorgesteld door de gemachtigde ambtenaren. Die wijziging is gerechtvaardigd voor zover de ontvanger krachtens artikel 36 verantwoordelijk is voor de kasvoorraad.

Artikel 38 (dat artikel 37 wordt).

Het eerste zinsdeel moet worden weggelaten. Er kan geen sprake zijn van een andere verantwoordelijkheid van de gemeenteontvanger dan die welke voortvloeit uit de nieuwe gemeentewet. De tekst van het ontworpen artikel begint derhalve met de woorden : "De gemeenteontvanger is aansprakelijk voor ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 39 (dat artikel 38 wordt).

Eerste lid.

De woorden "rekening houdend met de bevoegdheden en de plichten die hun door de wet en onderhavig reglement opgedragen worden" dienen te vervallen.

Tweede lid.

In de eerste zin wordt volgens de gemachtigde ambtenaar herhaald wat te lezen staat in artikel 136 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeenteontvanger alleen, met uitsluiting van het schepencollege, de verantwoordelijkheid geeft om de ontvangsten te innen en tegen regelmatige bevelschriften de betaalbaar gestelde uitgaven te doen.

Aangezien die bepaling alleen maar artikel 136 overneemt en geen betrekking heeft op de boekhouding, moet ze vervallen.

.../...

De tweede zin, die het tweede lid wordt, zou dan als volgt geredigeerd worden :

"Het college van burgemeester en schepenen stelt de gemeenteontvanger de middelen ter beschikking die noodzakelijk zijn om zijn bevoegdheden uit te oefenen".

Artikel 40 (dat artikel 39 wordt).

Artikel 40 dient in paragrafen te worden ingedeeld en de vier streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3° en 4°; die hierna voorgestelde tekst houdt rekening met die opmerking.

Eerste lid (dat paragraaf 1, eerste lid, wordt).

De termen "in de voorgeschreven vorm" zouden moeten worden gepreciseerd door te bepalen welke overheid bevoegd is om die vorm voor te schrijven.

Vijfde lid, tweede zin (dat § 3, tweede lid, wordt).

1. De verplichting om te nummeren en te paraferen is aanvankelijk bedacht om te geschieden vóór elke boeking, teneinde verwisseling van stukken te vermijden.

Die regeling is echter onbruikbaar geworden omdat de boekhouding nu gevoerd wordt met behulp van de computer.

.../...

De uitdraai geschiedt op losse bladen die niet noodzakelijk continu zijn.

Om de kansen op fraude te beperken wordt voorgesteld de journalen te laten nummeren en paraferen bij elke afsluiting die ten minste eens per maand plaatsvindt (twaalfde lid, dat het eerste lid van § 6 wordt).

2. Aangezien de provinciewet in de delegatie voorziet, dienen de woorden "of de afgevaardigde arrondissementscommissaris" te vervallen.

Dertiende lid (dat het tweede lid van § 6 wordt).

De boekingen moeten overeenstemmen met de kasmiddelen.

Met die precisering zal in de voorgestelde tekst rekening worden gehouden.

Veertiende lid (dat § 5 wordt).

Dat lid moet ingevoegd worden vóór de bepalingen betreffende de afsluiting, want die verrichting heeft ook betrekking op de hulpboeken.

.../...

Zeventiende lid (dat het derde lid van § 7 wordt).

Dat lid is de gedeeltelijke weergave van artikel 132 van de nieuwe gemeentewet. Er kan derhalve mee worden volstaan alleen een bepaling op te nemen over de termijn voor bewaring van de archieven en de rekeningen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 39. § 1. Alle door de wet of dit reglement vereiste boeken en bescheiden worden op papier opgemaakt in de voorgeschreven vorm, telkens wanneer ze aanleiding geven tot afsluiting, mededeling, controle, nazicht of archivering.

Elke boeking wordt gestaafd door bewijsstukken.

§ 2. Op de bewijsstukken worden vermeld :

1° een volgnummer dat overeenstemt met de boeking ervan;

2° het dienstjaar;

3° het begrotingsartikel;

4° een controlemerk van het invorderingsrecht of van de vastlegging.

De door derden afgegeven stukken die betrekking hebben op diensten of leveringen ten bate van de gemeente worden bovendien voor ontvangst geviseerd.

.../...

§ 3. De boekingen worden dag na dag bijgehouden, van 1 januari tot 31 december.

Bij elke afsluiting worden de journalen doorlopend genummerd en geparafeerd door de burgemeester of, indien het een gewestelijk ontvanger betreft, door de gouverneur.

Elke inschrijving draagt een volgnummer. Er wordt geen blanco of interlinie gelaten en er mogen geen doorhalingen, overheenschrijvingen of randaanmerkingen aangebracht worden. Elke correctie wordt aangegeven met een kenteken dat ter wille van de duidelijkheid aan het begin van de regel wordt geplaatst. Elk negatief bedrag wordt voorafgegaan door een kenteken.

§ 4. De verhogingen van de actiefrekeningen en de kostenrekeningen worden op het debet geboekt, en de verminderingen op het credit.

De verhogingen van de passiefrekeningen en de opbrengstrekeningen worden op het credit geboekt, en de verminderingen op het debet.

De linkerzijde van de boeken vermeldt de actiefrekeningen en de kostenrekeningen, alsook de debetwaarden. De rechterzijde van de boeken vermeldt de passiefrekeningen en de opbrengstrekeningen, alsmede de creditwaarden.

Het debiteren van rekeningen heeft het crediteren van andere rekeningen tot gevolg.

§ 5. Bij de hoofdboeken kunnen hulpboeken worden geopend wanneer de omvang van de verrichtingen dat vereist. Die hulpboeken, die niet genummerd noch geparafeerd behoeven te worden, worden bijgehouden volgens dezelfde regels als de hoofdboeken.

§ 6. Op het einde van elke bladzijde en van elke maand wordt het totaal van alle boeken gemaakt. De boeken worden ten minste eens per maand afgesloten. In voorkomend geval worden de totalen overgedragen naar de volgende bladzijde of naar het volgende boek.

Bij elke afsluiting maakt de gemeenteontvanger een staat op waaruit de overeenstemming van de boekingen met de kasmiddelen blijkt.

§ 7. Zodra de boeken aan het einde van het dienstjaar afgesloten zijn, wordt hiervan een afschrift overhandigd aan het college van burgemeester en schepenen.

De boeken en bewijsstukken worden door de gemeenteontvanger bewaard tot de definitieve vaststelling van de rekening.

Ze worden gedurende dertig jaar in de gemeente bewaard. De jaarrekeningen worden voor onbeperkte duur bewaard".

.../...

Artikel 41 (dat artikel 40 wordt).

De twee streepjes dienen te worden vervangen door 1° en 2°.

1. In de Franse tekst moeten de woorden "droits constatés", waarvan in artikel 1 de definitie wordt gegeven, worden vervangen door de woorden "droits à recette".

2. Gewoonlijk zitten in het woord "onwaarden" ook de "oninvorderbare ontvangsten" vervat. In artikel 56 van het ontwerp worden voor die twee begrippen echter twee boekhoudartikelen gebruikt. In de tekst moet er bijgevolg een onderscheid tussen worden gemaakt.

Het verdient trouwens aanbeveling om in het hele ontwerp de woorden "onverhaalbare post" te gebruiken in plaats van het woord "onwaarde".

3. "de inningen" : dit begrip, dat betrekking heeft op de daadwerkelijk geïnde ontvangsten, behoort niet tot de budgettaire boekhouding maar is eigen aan de algemene boekhouding; de inningen zijn bovendien al geregistreerd door de boeking van de invorderingsrechten. In die zin is het begrip overbodig aangezien de geïnde bedragen bekend zijn in de algemene boekhouding, maar de vermelding van dat gegeven maakt de lezing van de begroting concreter voor de verkozenen van de gemeente.

Om de budgettaire boekhouding niet te zwaar te maken, behoeft evenwel alleen het totaal van de inningen te worden opgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor de boeking van de betalingen bij de uitgaven.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 40. De budgettaire boekhouding vermeldt en verantwoordt :

1° bij de ontvangsten, de invorderingsrechten, de onverhaalbare posten, de oninvorderbare ontvangsten en het totaal van de inningen;

2° bij de uitgaven, de vastleggingen, de aanrekeningen en het totaal van de betalingen.

Ze wordt gevoerd volgens de enkele methode door middel van het journaal en het grootboek van de budgettaire boekhouding. Ze geeft na afloop van elk dienstjaar de begrotingsrekening".

Artikel 42 (dat artikel 41 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

.../...

"Art. 41. De algemene boekhouding registreert de veranderingen in de balanswaarden, de kosten en de opbrengsten.

Ze wordt gevoerd volgens de dubbele methode, door middel van het journaal en het grootboek van de algemene verrichtingen. Ze geeft na afloop van elk dienstjaar de balans en de resultatenrekening".

Artikel 43 (dat artikel 42 wordt).

Het zou beter zijn de tweede zin als volgt te redigeren :

"Ze worden gelijktijdig met de balansrekeningen bijgehouden".

Artikel 44.

Deze bepaling, met een delegatie aan de Minister van Binnenlandse Zaken, zou beter aan het slot van het hoofdstuk staan, dat wil zeggen na het volgende artikel, waarbij eveneens een basisregel wordt uitgevaardigd. Artikel 45 wordt dan artikel 43.

Bovendien moet dit artikel in verband worden gebracht met het ontworpen artikel 114, waarbij het aan de minister wordt overgedragen de minimale rekeningenstelsels vast te stellen en de boekhoudkundige documenten die moeten worden bijgehouden, te bepalen. De stelsels zijn immers gebaseerd op de functionele en economische classificatie en

op die van de algemene en de individuele rekeningen. Er wordt dan ook voorgesteld artikel 44 van het ontwerp en artikel 114 van het ontwerp samen te voegen tot een enkele bepaling met de volgende tekst :

"Art. 44. De functionele en economische classificatie en die van de algemene en individuele rekeningen worden door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgesteld.

Hij stelt eveneens de minimale rekeningenstelsels die op die classificatie en die rekeningen gebaseerd zijn, alsook de boekhoudkundige documenten die moeten worden bijgehouden, vast".

Artikel 45 (dat artikel 43 wordt).

Eerste lid.

Het eerste lid is slechts een herhaling van het nieuwe artikel 238, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet en moet vervallen.

Tweede lid.

De woorden "dag na dag" moeten vervallen; die verduidelijking blijkt reeds uit artikel 40, dat artikel 39 wordt.

+

.../...

Het opschrift van hoofdstuk II zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoofdstuk II. - DE ONTVANGSTEN EN DE OPBRENGSTEN".

Het zou ook beter zijn het Franse opschrift van afdeling 1 als volgt te redigeren :

"Section Ire. Des droits à recette et des produits".

Artikel 46 (dat artikel 45 wordt).

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 45. § 1. Alleen het college van burgemeester en schepenen stelt het invorderingsrecht vast".

Paragraaf 2.

Tweede lid.

De invorderingsstaat moet ook het dienstjaar vermelden (zie de Nederlandse tekst); de Franse tekst wordt in die zin aangevuld.

Derde lid.

De Franse tekst moet aan de Nederlandse tekst worden aangepast.

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"§ 2. Wanneer het recht niet door de wet of door een bewijskrachtig document wordt aangetoond, maakt het college van burgemeester en schepenen een invorderingsstaat op die het samen met alle bewijsstukken van het recht en van de vaststelling ervan aan de gemeenteontvanger bezorgt.

Op de invorderingsstaat worden de naam en het adres van de schuldenaar, de aard en het bedrag van de vordering, alsook het dienstjaar en het begrotingsartikel vermeld.

Er kan een collectieve invorderingsstaat worden opgemaakt wanneer de boekhoudkundige verantwoording en aanrekening voor verscheidene vorderingen gemeenschappelijk zijn.

§ 3. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 47 (dat artikel 46 wordt).

Paragraaf 3.

Eerste lid.

Volgens het voorgestelde artikel 1, § 1, stelt het college van burgemeester en schepenen de invorderingsrechten vast.

Bijgevolg moet deze bepaling vervallen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 46. § 1. Elk invorderingsrecht wordt onmiddellijk geboekt.

§ 2. In de volgende gevallen wordt het invorderingsrecht vastgesteld :

1° zodra de gemeenteontvanger de uitvoerbare belastingkohieren ontvangt;

2° wanneer andere personeelsleden van de gemeente de bedragen die contant geïnd zijn voor rekening van de gemeente, aan de gemeenteontvanger storten;

3° wanneer de beslissing wordt genomen waarbij de gemeenteraad de condities aanvaardt die de kredietinstelling voor het leningscontract heeft gesteld;

.../...

4° ...

5° ...

6° ...

§ 3. Bij de ontvangst ... . Hiervan bezorgt het college hem een voor akkoord ondertekend exemplaar terug".

Artikel 48 (dat artikel 47 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 47. De algemene rekeningen worden tegelijkertijd met de vaststelling van de rechten in de budgettaire boekhouding, bijgehouden".

Artikel 49 (dat artikel 48 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 48. De leveringen, werkzaamheden of diensten die de gemeente voor rekening van derden heeft verricht, geven aanleiding tot het opmaken van facturen, schuldvorderingen of invorderingsstaten in tweevoud. Op de facturen en de schuldvorderingen worden alle inlichtingen vermeld die op elke invorderingsstaat moeten staan.

Er is echter geen factuur of schuldvordering vereist voor rechten die ter plaatse en contant betaalbaar zijn tegen kwijting of enig ander bewijsstuk".

Artikel 51 (dat artikel 50 wordt).

De vijf streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3°, 4° en 5°.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 50. Het grootboek van de budgettaire boekhouding vermeldt tegenover elk begrotingsartikel van de ontvangsten :

1° het bedrag van het begrotingskrediet;

2° de datum en het nummer van het belangrijkste stuk dat het bewijs levert van het invorderingsrecht, de onverhaalbare post of de oninvorderbare ontvangst;

3° het bedrag van de invorderingsrechten, onverhaalbare posten en oninvorderbare ontvangsten die dag na dag genummerd zijn, waarbij ze worden onderscheiden van de voorlopig vastgestelde rechten;

4° het verschil tussen het begrotingskrediet en het totaal van de invorderingsrechten verminderd met de oninvorderbare ontvangsten en de onverhaalbare posten;

5° het totaal van de inningen".

.../...

Artikel 52 (dat artikel 51 wordt).

a), b) en c) dienen te worden vervangen door 1°, 2° en 3°.

Artikel 54 (dat artikel 53 wordt).

Eerste lid.

Het ontworpen lid is overgenomen van artikel 136 van de nieuwe gemeentewet, waar de woorden "en zonder het bevel of de toelating van het college af te wachten" aan toegevoegd zijn. Het dient te vervallen.

Tweede lid.

Dit lid komt op hetzelfde neer als artikel 47, § 3, van het ontwerp, dat artikel 46 wordt. Het moet dan ook vervallen.

Vierde lid (dat het tweede lid wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Als een schuldenaar niet betaalt binnen de toegestane termijnen en als er geen titel tot dadelijke uitwinning is, brengt de gemeenteontvanger het college van burge-

.../...

meester en schepenen daarvan schriftelijk op de hoogte met het oog op de eventuele toepassing van artikel 270 van de nieuwe gemeentewet".

Artikel 55 (dat artikel 54 wordt).

Tweede lid.

Het tweede lid heeft betrekking op de bewijsmiddelen die worden geregeld door het gemene recht en moet bijgevolg vervallen.

Derde lid.

Dit lid bevat een algemene bepaling en wordt verwezen naar titel I betreffende de algemene bepalingen, waar het een nieuw artikel 4 wordt.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 54. § 1. De gemeenteontvanger boekt de geïnde invorderingsrechten. Hij boekt eveneens de onrechtmatig geïnde bedragen.

§ 2. Wanneer de bedragen in gereed geld worden betaald, geeft de gemeenteontvanger een kwijting of enig ander bewijs van betaling".

.../...

Artikel 56 (dat artikel 55 wordt).

Eerste lid.

Volgens het ontworpen artikel wordt het onvermogen "bewezen en door om het even welke bewijsstukken gestaafd", waarbij de bewijskracht van die stukken door de toezichthoudende overheid wordt beoordeeld.

Het verdient aanbeveling om het koninklijk besluit van 16 juli 1828 "contenant des dispositions au sujet des poursuites à l'occasion du recouvrement des taxes municipales" op te heffen. In een van de artikelen van het ontworpen besluit moet worden voorzien in een bepaling betreffende de opheffing van de evengenoemde tekst.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 55. § 1. De gemeenteontvanger boekt als onverhaalbare post de ontheffingen en verminderingen die behoorlijk zijn toegestaan door het college van burgemeester en schepenen, dat hem kennis geeft van de toestemmingen.

§ 2. De gemeenteontvanger boekt als oninvorderbare ontvangsten :

1° de bedragen te betalen door schuldenaren wier insolventie bewezen is door onverschillig welke bewijsstukken;

2° de vastgestelde rechten die wegens materiële vergissingen vervallen.

.../...

De belastingen geheven ten laste van insolvente belastingplichtigen, mogen eerst als oninvorderbare ontvangsten worden geboekt op de datum waarop het kohier verjaart".

Artikel 57 (dat artikel 56 wordt).

Eerste lid.

Het eerste lid voegt niets toe aan artikel 138 van de nieuwe gemeentewet.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat dit lid moet vervallen.

Het tweede lid, dat het enige lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 56. De bijzondere agenten bedoeld in artikel 138 van de nieuwe gemeentewet hebben dezelfde verplichtingen als de gemeenteontvanger, wat het aan hen toevertrouwde innen van de ontvangsten betreft".

Artikel 58 (dat artikel 57 wordt).

Eerste lid.

De "overdracht" van een rekening die door een bijzonder agent wordt beheerd, naar de rekeningen die door de gemeenteontvanger worden beheerd, kan niet als een betaling worden beschouwd en is dus geen uitzondering op de

regel dat de bijzondere agent geen betalingen mag verrichten.

De woorden "behoudens de in het volgende lid bedoelde overdracht" moeten vervallen.

Tweede_lid.

In de tweede zin van de Franse tekst wordt het woord "paiement" vervangen door het woord "versement".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Bij iedere storting bezorgt de bijzondere agent ... voorts zoals in het ontwerp".

Artikel 59 (dat artikel 58 wordt).

Tweede_lid.

Het tweede lid begint met de woorden "Zijn er geen opmerkingen". Men kan zich afvragen wat er gebeurt als er wel opmerkingen zijn. In dat geval worden de rekeningen naar de bijzondere agent teruggestuurd. Blijven de opmerkingen gelden, dan worden de rekeningen toch aan de ontvanger gestuurd om bij de begrotingsrekening gevoegd te worden. Daarin zal het bedrag vermeld staan dat de bijzondere agent daadwerkelijk aan de gemeenteontvanger heeft gestort. De kwestie van de aansprakelijkheid van de bijzondere agent zal apart worden behandeld.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 58. De rekeningen van de bijzondere agent worden samen met de verantwoordingsstukken ter verificatie en visering voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Ze worden vervolgens met alle verantwoordingsstukken aan de gemeenteontvanger gestuurd om bij de begrotingsrekening gevoegd te worden.

Artikel 60.

Het ontworpen artikel is niet in overeenstemming met de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder met de artikelen 136 en 138 van die wet; het moet bijgevolg vervallen.

Artikel 61 (dat artikel 59 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat aan het eind van artikel 61 dient te worden geschreven : "... de betaalbaarstelling door het college van burgemeester en schepenen en het opmaken van een bevelschrift tot betaling overeenkomstig artikel 250 van de nieuwe gemeentewet".

.../...

Artikel 62 (dat artikel 60 wordt).

De volgorde van de leden moet worden gewijzigd. Het verdient de voorkeur om eerst het beginsel te formuleren dat alleen het college van burgemeester en schepenen bevoegd is om tot vastleggingen over te gaan (vierde lid, dat het eerste lid wordt), dan enerzijds te vermelden waar de vastlegging uit kan voortkomen (tweede lid) en anderzijds welk gevolg ze heeft voor de begroting (derde lid) en ten slotte te bepalen welke vermeldingen in de vastleggingsakte moeten staan (eerste lid, dat het vierde lid wordt).

Vierde lid (dat het eerste lid wordt).

De woorden "binnen de perken van de wet en onderhavig reglement" dienen te vervallen aangezien die precisering al ergens anders staat.

Tweede lid.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De vastlegging is het gevolg van een verplichting voortvloeiend uit de wet, een overeenkomst of een eenzijdige beslissing van de gemeenteoverheid".

Derde lid.

Zoals in het ontwerp.

Eerste_lid (dat het vierde lid wordt).

De streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2° en 3°.

Artikel 63. (dat artikel 61 wordt).

Eerste_en tweede_lid.

De eerste twee leden zeggen niets anders dan wat reeds wordt gezegd in het derde lid van artikel 238 van de nieuwe gemeentewet, dat tegelijkertijd met het ontworpen reglement in werking zal treden en dat luidt als volgt :

"Behoren tot een dienstjaar alleen de rechten verkregen door de gemeente en de verplichtingen aangegaan ten opzichte van de schuldeisers tijdens dit dienstjaar, ongeacht het dienstjaar waarin zij worden vereffend".

Deze twee leden moeten bijgevolg vervallen.

Derde lid (dat het enige lid wordt).

Het derde lid is een voorschrift dat gelijkt op datgene dat in artikel 82 van het ontworpen besluit staat.

De twee teksten moeten worden samengevoegd.

.../...

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 61. De ambtshalve afnemingen en de afnemingen bedoeld in artikel 76 worden aangerekend op het dienstjaar waarin ze worden gedaan".

Artikel 64 (dat artikel 62 wordt).

Om geen inbreuk te maken op de bevoegdheden van de gemeenteraad moet het begin als volgt worden geredigeerd :

"Art. 62. De gemeenteraad kan in een verordening de gevallen bepalen waarin ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 65 (dat artikel 63 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 63. Een uitgave kan voorlopig vastgelegd worden indien het college van burgemeester en schepenen besluit een begrotingskrediet geheel of gedeeltelijk te bestemmen voor de uitvoering van een voorzienbare verbintenis van de gemeente.

Deze vastlegging wordt opgenomen in de begrotingsartikelen; ze wordt geheel of gedeeltelijk vervangen door een definitieve vastlegging en vervalt in elk geval bij de afsluiting van het dienstjaar".

.../...

Artikel 67.

Bij artikel 67 is dezelfde opmerking te maken als die welke bij artikel 60 geformuleerd is. Er is des te meer reden om het artikel weg te laten omdat de Koning er de goedkeuring van de toezichthoudende overheid in voorschrijft, wat niet tot zijn bevoegdheid behoort.

Artikel 68.

Artikel 68 is een uitvoering van artikel 67. Het moet bijgevolg ook vervallen.

Artikel 69 (dat artikel 65 wordt).

Tweede lid.

Het tweede lid is geen afwijking van het eerste lid.

Wanneer een lening periodiek dient te worden terugbetaald, doet het college op elke vervaldag de vastlegging van de terugbetaling en de boeking volgt overeenkomstig het voorschrift geformuleerd in het eerste lid; tot de vastlegging wordt dus niet eens en voor altijd besloten bij het aangaan van de lening, omdat de begroting jaarlijks is.

.../...

Derde lid.

De woorden "bij de N.V. Gemeentekrediet van België" worden geschrapt om de reden die eerder in dit advies is uiteengezet.

Het in het ontworpen lid vastgestelde voorschrift is ook van toepassing op de afnemingen van de kosten voor het beheer van de financiële rekeningen waarvan sprake is in artikel 82 van het ontwerp.

Bijgevolg dient het derde lid te worden samengevoegd met artikel 82.

De volgende tekst wordt dan ook voorgesteld; de gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens :

"Art. 65. De vastleggingen van die uitgaven worden in het grootboek van de budgettaire boekhouding ingeschreven zodra ze worden gedaan overeenkomstig artikel 60.

De ambtshalve afnemingen en de afnemingen bedoeld in artikel 76 worden ingeschreven op de datum van ontvangst van de rekeninguittreksels die er betrekking op hebben.

De dotaties aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel 255, 16°, van de nieuwe gemeentewet, worden ingeschreven op de datum van de kennisgeving van de definitieve vaststelling van de gemeentebegroting".

.../...

Artikel 70 (dat artikel 66 wordt).

a), b), c) ... dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3° ... .

Artikel 71 (dat artikel 67 wordt).

Men kan zich afvragen hoe het kan dat een "enregistrement est constitutif d'un échéancier", zoals in de Franse tekst staat.

Verder blijkt niet duidelijk uit het tweede lid wie de leveringen of de gepresteerde diensten naziet. Het is niet het college maar, zo lijkt het, een personeelslid van het gemeentebestuur.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 67. Het college van burgemeester en schepenen boekt onmiddellijk de facturen of de documenten die deze vervangen tijdelijk in de desbetreffende algemene rekeningen. Die boeking geschiedt zodanig dat de vervaldatum altijd gemakkelijk kan worden nagekeken.

De facturen worden voor ontvangst getekend door het personeelslid dat met de controle op de leveringen of de gepresteerde diensten belast is".

.../...

Artikel 72 (dat artikel 68 wordt).

Eerste lid.

De woorden "van de wettelijkheid" moeten vervallen.

Tweede lid.

In de Franse tekst dient te worden geschreven : "procède à l'imputation aux comptes ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Derde lid.

Het woord "of" dient te vervallen.

Afdeling 3. De ordonnancering.

Het opschrift van afdeling 3 moet als volgt worden geredigeerd : "Afdeling 3. Het opmaken van de bevelschriften tot betaling".

Artikel 73.

Eerste lid.

Aangezien het in deze bepaling vervatte voorschrift al in artikel 61 van het ontworpen besluit is vastgesteld, is er geen reden om het te herhalen. De tweede zin is een herhaling van artikel 250 van de nieuwe gemeentewet. Het eerste lid moet dus vervallen.

Tweede lid (dat artikel 70 wordt).

In dit lid worden uitzonderingen vermeld op de regel volgens welke een uitgave slechts mag worden betaald op basis van een bevelschrift tot betaling.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat deze bepaling beter na de algemene regel zou komen en dat ze artikel 70 wordt.

Derde tot vijfde lid (die artikel 69 worden).

De overblijvende leden van het ontworpen artikel moeten in paragrafen worden ingedeeld.

Het derde lid wordt dus paragraaf 1. De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3° ... .

Bovendien is het aangewezen om het derde lid, dat paragraaf 1 wordt, samen te voegen met artikel 79 van het ontwerp, dat ook betrekking heeft op de vermeldingen die op sommige bevelschriften tot betaling moeten staan.

Dus wordt voor de artikelen 69 en 70 de volgende tekst voorgesteld, waarmee de gemachtigde ambtenaren het eens zijn :

"Art. 69. § 1. Op de bevelschriften tot betaling worden vermeld :

1° de datum van uitgifte;

2° het lopende dienstjaar;

3° het begrotingsartikel;

4° het oorspronkelijk dienstjaar;

5° de aard van de uitgave;

6° het nummer van de vastlegging;

7° de rechthebbenden;

8° het te betalen bedrag.

In voorkomend geval kan op het bevelschrift tot betaling ook de wijze van betaling worden vermeld.

.../...

De bevelschriften die in gereed geld of bij post-assignatie moeten worden betaald aan instellingen zonder rechtspersoonlijkheid maken melding van de naam, de voornaam en de hoedanigheid van twee personen belast met het innen van het geld.

Bij collectieve bevelschriften tot betaling wordt tot staving ook een staat met een opsomming van de uitgaven gevoegd.

§ 2. Alle verantwoordingsstukken worden bij het bevelschrift tot betaling gevoegd en blijven erbij.

De verantwoordingsstukken betreffende verscheidene opeenvolgende bevelschriften worden bij het eerste gevoegd.

§ 3. Wijzigingen van de vermeldingen op een bevelschrift tot betaling moeten worden ondertekend door de personen bedoeld in artikel 250 van de nieuwe gemeentewet.

Art. 70. Er behoeft geen bevelschrift tot betaling te worden opgemaakt :

1° bij betaling van een ontvangst gedaan ten voordele van een derde;

2° bij terugbetaling aan een derde van een bedrag dat hij ten onrechte heeft betaald;

3° wanneer voor de uitgave een ambtshalve afneming of een afneming bedoeld in artikel 75 wordt gedaan".

.../...

Artikel 74 (dat artikel 71 wordt).

Het woord "onmiddellijk" moet vervallen, aangezien de boekhouding dag na dag bijgehouden moet worden krachtens artikel 40, § 3 (dat artikel 39, § 3 wordt).

Artikel 75.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat dit artikel moet vervallen.

Artikel 76 (dat artikel 72 wordt).

De eerste volzin moet vervallen; hij vormt immers een herhaling van wat reeds voorgeschreven is in artikel 136 van de nieuwe gemeentewet.

In de tweede volzin behoren de woorden "regelmatig bevelschrift" te worden gebruikt ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 136 van de nieuwe gemeentewet.

Derhalve wordt, in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren, de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 72. De gemeenteontvanger stuurt elk niet regelmatig bevelschrift aan het college van burgemeester en schepenen terug, met vermelding van de redenen waarop de weigering tot betalen steunt".

.../...

Artikel 77 (dat artikel 73 wordt).

Eerste lid.

Er dient te worden verwezen naar de algemene opmerking voor het geheel van artikel 77.

Overigens gaat die bepaling verder dan artikel 136 van de nieuwe gemeentewet. Uit de ontworpen tekst blijkt dat, zelfs indien de ontvanger ingevolge een regelmatig bevelschrift een uitgave betaalt die binnen de perken van de begroting betaalbaar gesteld is, hij gedwongen zou kunnen worden om aan de gemeente het bedrag van die uitgave terug te storten indien de bestendige deputatie die uitgave verwerpt op de grond dat ze strijdig zou zijn met het algemeen belang. Het komt de ontvanger echter niet toe de opportuniteit van een uitgave of de overeenstemming ervan met het algemeen belang te toetsen.

Artikel 78 (dat artikel 74 wordt).

Het artikel dient te worden ingedeeld in paragrafen; paragraaf 1 wordt gevormd door het eerste lid en paragraaf 2 door het tweede en het derde lid.

In het eerste lid, dat paragraaf 1 wordt, dient het woord "eveneens" te vervallen. In de Franse tekst dienen de woorden "ainsi que sur le mandat de paiement" te vervallen, op de grond dat volgens artikel 73, derde lid,

.../...

dat artikel 69, § 1, tweede lid, wordt, de betaling op een financiële rekening niet verplicht is.

Artikel 79.

Dat artikel moet vervallen; het is reeds opgenomen in artikel 73 van het ontworpen besluit.

Artikel 80 (dat artikel 75 wordt).

Dat artikel dient in twee paragrafen te worden ingedeeld : paragraaf 1 bevat de eerste twee leden, met uitzondering van de tweede volzin van het tweede lid, die een afzonderlijk lid wordt, en paragraaf 2 bevat de laatste twee leden.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 75. § 1. De bevelschriften betreffende de betaling van interest of de aflossing van leningsbewijzen aan toonder worden, bij elke vervaldag, opgesteld ten voordele van de financiële instelling die met deze opdracht belast is.

Het bedrag ervan wordt gestort ... (zoals in het ontwerp).

In geval van verjaring ... (zoals in het ontwerp).

.../...

§ 2. Indien de gemeente zelf die dienst verzekert, worden de sommen die moeten dienen voor de betaling van interest en de aflossing van leningsbewijzen aan toonder, op elke vervaldag bij een bevelschrift tot betaling overgebracht naar het fonds tot delging van de schuld.

Het fonds wordt gedebiteerd met het bedrag van de betaalde coupons en van de afgeloste effecten op het ogenblik van de betaling ervan".

Artikel 81.

De regel volgens welke bij de bevelschriften tot betaling verantwoordingsstukken moeten worden gevoegd is reeds geformuleerd in artikel 73, derde lid, dat paragraaf 2 geworden is. De uitzondering op die regel volgt rechtstreeks uit artikel 251 van de nieuwe gemeentewet, die voorts alleen van toepassing is op de gemeenten die nog onder de nationale overheid ressorteren.

Die bepaling dient achterwege gelaten te worden.

Artikel 82 (dat artikel 76 wordt).

Eerste lid.

Artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 9, tweede lid, is geworden) bepaalt dat de uitgavekredieten limitatief zijn, met uitzondering van de kredieten voor uitgaven welke

.../...

ambtshalve worden ingehouden. De in het ontworpen artikel 82 geformuleerde uitzondering staat dus niet in het genoemde artikel 6 (dat artikel 9 wordt). Volgens de gemachtigde ambtenaar is het evenwel mogelijk het bedrag van de financiële kosten bij benadering te bepalen; het is bijgevolg niet nodig een tweede uitzondering vast te stellen op de beperking van de begrotingskredieten.

De tweede volzin van het eerste lid moet derhalve vervallen.

Tweede lid.

De in het lid geformuleerde regel heeft betrekking op de aanrekening van de uitgaven en is opgenomen in artikel 63 (zie hierboven).

Het tweede lid moet derhalve vervallen.

Artikelen 83 en 84.

De ontworpen artikelen 83 en 84 zijn niet op hun plaats in de afdeling betreffende de betaling van de uitgaven (artikel 83 impliceert geen enkele schatkistverrichting), en trouwens ook niet in dit hoofdstuk dat betrekking heeft op de uitgaven en de kosten. Die bepalingen hebben betrekking op verrichtingen die aan de afsluiting van de rekeningen voorafgaan en moeten opgenomen worden in hoofdstuk IV betreffende de jaarrekeningen.

Hoofdstuk IV - De dienstjaarrekeningen.

Overeenkomstig artikel 240 van de nieuwe gemeentewet vervange men het woord "dienstjaarrekeningen" door het woord "jaarrekeningen".

De artikelen 83 en 84 (die de artikelen 77 en 78 worden) zullen "Afdeling I - De afsluiting van de rekeningen" vormen.

Artikel 83 (dat artikel 77 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 77. Vóór de jaarlijkse afsluiting van de rekeningen worden de wedden van het onderwijzend personeel van de gemeente die als tegenwaarde van de gewone toelagen rechtstreeks aan de belanghebbenden worden betaald, gelijktijdig als uitgave en als ontvangst geboekt".

Artikel 84 (dat artikel 78) wordt).

De streepjes behoren te worden vervangen door 1°, 2°, 3° ... .

.../...

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 78. Tussen 1 december van het af te sluiten begrotingsjaar en 15 februari van het volgende jaar, worden de volgende verrichtingen gedaan :

1° de opgave van de beschikbare begrotingskredieten wordt aan de beherende beambten of diensten bezorgd;

2° dezen overhandigen aan de gemeenteontvanger de stukken betreffende de niet-afgehandelde aanrekeningen, waarvan de inschrijving in de begrotingsartikelen zo vlug mogelijk moet worden verricht;

3° de gemeenteontvanger stelt daarna de lijst van de lopende vastleggingen op en laat die door de beheerders aanvullen, die er de af te sluiten vastleggingen op vermelden;

4° de aanzuivering van de begrotingsartikelen geschiedt door het optellen van de afgesloten vastleggingen en door elke niet-afgesloten vastlegging apart te vermelden;

5° er wordt een eerste voorlopige opgave met de toestand van de begrotingskredieten, de vastleggingen en de aanrekeningen opgemaakt en toegezonden aan de beheerders die er de nog te verrichten vastleggingen en aanrekeningen op aantekenen;

6° op grond van die voorlopige opgave boekt de gemeenteontvanger definitief en afzonderlijk :

a) de afgesloten vastleggingen;

b) de af te trekken vastleggingen;

c) het totaal van de vastleggingen;

d) de niet-afgesloten vastgelegde kredieten die naar het volgende dienstjaar moeten worden overgedragen;

e) de ongebruikte kredieten;

7° het college van burgemeester en schepenen stelt onverwijld, per vastlegging en per begrotingsartikel, de lijst op van de over te dragen kredieten en vastleggingen;

8° de in 7° bedoelde overdrachten worden ingeschreven in de begrotingsartikelen van het volgende dienstjaar".

Vóór artikel 85 (dat artikel 79 wordt) wordt een afdeling II ingevoegd, met als opschrift "De vaststelling van de jaarrekeningen".

Artikel 85 (dat artikel 79 wordt).

Het woord "rekeningen" behoort te worden vervangen door het woord "begrotingsrekening".

.../...

Artikel 86 (dat artikel 80 wordt).

Het artikel moet in paragrafen worden ingedeeld en de streepjes moeten worden vervangen door 1° en 2°.

Tweede lid, 1°.

"De invorderingsrechten" worden verminderd met de onverhaalbare posten en de oninvorderbare ontvangsten, twee begrippen die onderscheiden worden in artikel 56 van het ontwerp en derhalve ook in de Franse tekst tot uiting moeten komen.

De opmerking geldt ook voor de tekst onder 2°.

Vierde lid.

Na het eerste streepje staat de regel dat bij de rekeningen een verslag wordt gevoegd. Die regel staat reeds in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet.

De tekst onder dat streepje moet bijgevolg vervallen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 80. De begrotingsrekening recapituleert elk begrotingsartikel van het grootboek van de begrotingsverrichtingen en maakt het totaal van de begrotingsartikelen in de

.../...

volgorde van de functionele en economische indeling van de begroting.

Ze vermeldt :

1° het begrotingsresultaat, dat is het verschil tussen enerzijds de vastgestelde rechten, verminderd met de onverhaalbare posten en de oninvorderbare ontvangsten, en anderzijds de vastleggingen;

2° het boekhoudkundig resultaat, dat is het verschil tussen enerzijds de vastgestelde rechten, verminderd met de onverhaalbare posten en de oninvorderbare ontvangsten, en anderzijds de aangerekende uitgaven.

Het boekhoudkundig resultaat vormt het saldo dat naar het volgende dienstjaar moet worden overgedragen. In dat resultaat zijn de gecumuleerde boekhoudkundige resultaten van de voorgaande dienstjaren begrepen.

§ 2. Bij de begrotingsrekening worden gevoegd :

1° de lijst per artikel ... (voorts zoals in het ontwerp);

2° de lijst per artikel ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 87 (dat artikel 81 wordt).

Niet naar titel III dient te worden verwezen, maar naar welbepaalde artikelen.

.../...

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 81. Het opmaken van de balans wordt voorafgegaan door de herwaardering bedoeld in artikel 21, § 1, de afschrijvingen bedoeld in artikel 22 en het opmaken van de inventaris op 31 december".

Artikel 88 (dat artikel 82 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 82. De resultatenrekening en de balans worden opgemaakt op basis van de saldi van de definitieve balans van de algemene rekeningen".

Artikel 89 (dat artikel 83 wordt).

De "bijzondere diensten", bedoeld in artikel 89, zijn geen regieën, maar de bijzondere agenten bedoeld in artikel 138 van de nieuwe gemeentewet.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 83. De door de gemeenteontvanger ondertekende jaarrekeningen, worden samen met de rekeningen van de agenten bedoeld in artikel 138 van de nieuwe gemeentewet, vóór

.../...

1 maart van het volgende dienstjaar aan het college van burgemeester en schepenen toegezonden.

Na verificatie bevestigt het college dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is correct zijn opgenomen in de rekeningen".

Artikel 90.

Bij dat artikel is dezelfde opmerking te maken als die welke gemaakt is bij artikel 9 van het ontworpen besluit.

Artikel 90 moet derhalve vervallen.

Artikel 92.

Behalve dat die bepaling niet op haar plaats is in dit hoofdstuk, wordt ze nog herhaald in artikel 101, derde lid. Ze moet derhalve vervallen.

+

Het opschrift van hoofdstuk I van titel V zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Hoofdstuk I - De gemeenteontvanger en de bijzondere ontvangers".

.../...

Artikel 93 (dat artikel 85 wordt).

Die bepaling luidt als volgt :

- "De plaatselijke ontvanger legt de eed af tijdens een vergadering van de gemeenteraad, in handen van de burgemeester of van zijn plaatsvervanger" (eerste lid).
- "De gewestelijke ontvanger legt de eed af in de handen van de provinciegouverneur" (tweede lid).

Door de overheid aan te wijzen in de handen waarvan de plaatselijke ontvanger en de gewestelijke ontvanger de eed moeten afleggen, doet de Koning blijkbaar meer dan een maatregel vaststellen betreffende "de nadere regels voor de uitoefening van de taken" van de rekenplichtigen van de gemeenten, waartoe artikel 239 van de nieuwe gemeentewet Hem machtigt (1).

Bovendien kan luidens artikel 127 van de Grondwet "geen eed (...) worden opgelegd dan krachtens de wet". Ter uitvoering van die grondwetsbepaling heeft het decreet van 20 juli 1831 "nopens de eedaflegging bij de aanvang van de

---

(1) Het is waar dat de regel reeds voorkomt in artikel 70 van het algemeen reglement van 10 februari 1945, welk artikel, wat de eed van de gemeenteontvanger betreft, het koninklijk besluit van 6 november 1848 betreffende de eedaflegging van de gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers, impliciet heeft opgeheven.

grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie", de eedaflegging verplicht gesteld, inzonderheid voor alle ambtenaren van het overheidsbestuur, de inhoud van de eed bepaald en vervolgens, in artikel 3, zich ertoe bepaald voor te schrijven dat de eed zou worden afgelegd "voor de overheid, door de bestaande wetten daartoe aangewezen".

Die wetsbepaling doelt dus alleen op de "bestaande wetten". Derhalve is voor de gevallen bedoeld door de nieuwe wetten die niet de overheid zouden hebben aangewezen in de handen waarvan de eed zou moeten worden afgelegd, aangenomen (1) - dat is het geval met de gemeenteontvangers, wier eed niet geregeld is bij de gemeentewet van 1836 - dat het zaak is van de Koning, als hoofd van de Uitvoerende Macht, om het decreet van 20 juli 1831 uit te voeren en inzonderheid het stilzwijgen ervan goed te maken door de overheid aan te wijzen die belast is met de beëdiging.

Sedert de inwerkingtreding van artikel 601, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek komt echter de vraag in het geding of het stilzwijgen van het decreet niet bij wet is goedgemaakt in de gevallen waarin geen overheid is aangewezen die bevoegd is om te beëdigen.

---

(1) Zie Raad van State, arrest nr. 6731 van 20 juni 1958 en arrest nr. 18.825 van 9 maart 1978.
Zie ook Cass. 20 oktober 1868, Pas. 1869, I, 243 en Raad van State, advies dat voorafgaat aan het koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, Belgisch Staatsblad, 15 maart 1961, blz. 1983.

Die bepaling is in de meest algemene termen gesteld. Ze heeft echter blijkbaar niet tot doel de vrederechter bevoegdheid te verlenen voor het beëdigen van al degenen die "wegens hun ambt en bediening" aan de eed onderworpen zijn en inzonderheid van al de ambtenaren van het overheidsbestuur op wie die verplichting rust krachtens artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Artikel 601, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek schijnt immers alleen die ambtenaren van het overheidsbestuur te betreffen die ingevolge een andere wetsbepaling de eed moeten afleggen voor een rechterlijke overheid; ze lijkt als enig oogmerk te hebben te bepalen dat bij ontstentenis van een uitdrukkelijke andersluidende bepaling, die rechterlijke overheid de vrederechter is (1).

Vanwege de hierboven vermelde interpretatieproblemen, vereist de rechtszekerheid dat de in artikel 93 geformuleerde regel in het ontworpen koninklijk besluit achterwege gelaten wordt en opgenomen wordt in een ontwerp van wet tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, waarin de regel

---

(1) Zie daaromtrent de parlementaire voorbereiding van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek : verslag uitgebracht door de heer HERMANS, Gedr. St. Kamer, 1966-1967, nr. 59/49.
Zie ook de wijzigings- en opheffingsbepalingen : de wetgever heeft verzuimd de verordeningsbepalingen te wijzigen die een administratieve overheid aanwijzen om ambtenaren van het overheidsbestuur te beëdigen, bij voorbeeld artikel 47 van het statuut van het rijkspersoneel; daar staat tegenover dat hij de bepalingen gewijzigd heeft die de eed voor een rechterlijke overheid oplegden, wanneer ze voor de beëdiging een ander gerecht aanwezen dan de vrederechter.

geformuleerd zou worden in de artikelen 53 en 54, die betrekking hebben op de benoeming van de gemeenteontvangers.

Artikel 94 (dat artikel 86 wordt).

Eerste lid.

Die bepaling is strijdig met artikel 56 van de nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk het de gemeenteraad is die het bedrag en de aard bepaalt van de zekerheid die de gemeenteontvanger moet stellen.

Het eerste lid moet derhalve vervallen.

Artikel 95 (dat artikel 87 wordt).

Artikel 95 dient in paragrafen ingedeeld te worden.

Tweede lid.

In zijn huidige redactie is het tweede lid niet duidelijk : het schijnt geen enkele beperking in de tijd te stellen voor de aanwijzing, door de ontvanger, van een door de gemeenteraad erkende ontvanger. Naar aan de Raad van State is medegedeeld zouden de voorwaarden inzake de aanwijzing dezelfde blijven als die van het eerste lid : aanwijzing voor ten hoogste één maand, tweemaal verlengbaar.

Het nut van de medewerking van de gemeenteraad is derhalve niet duidelijk wanneer de vervanger wordt aangewezen op de verantwoordelijkheid van de ontvanger, voor een beperkte termijn.

De bepaling moet vervallen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 87. § 1. Bij gewettigde afwezigheid kan de plaatselijke ontvanger, op zijn verantwoordelijkheid, in eigen vervanging voorzien en daartoe, voor een periode van ten hoogste dertig dagen, een vervanger aanwijzen die moet worden erkend door het college van burgemeester en schepenen. Die maatregel kan tweemaal worden verlengd voor eenzelfde afwezigheid.

§ 2. In alle andere gevallen, en inzonderheid wanneer de gewettigde afwezigheid de in paragraaf 1 bepaalde duur te boven gaat, wijst de gemeenteraad een waarnemend plaatselijk ontvanger aan.

De waarnemende plaatselijke ontvanger moet voldoen aan de voorwaarden gesteld voor de uitoefening van het ambt van plaatselijk ontvanger-titularis. De bepalingen van de artikelen 85, eerste en tweede lid (1), en 86 zijn op hem van toepassing".

---

(1) Zie evenwel de opmerking bij artikel 93, dat artikel 85 wordt.

Artikel 96 (dat artikel 88 wordt).

Eerste lid.

Verricht de waarnemende ontvanger dezelfde werkzaamheden als de plaatselijke ontvanger, dan spreekt het vanzelf dat hij diens inschrijvingen in de boekhouding alsmede de rechtsvervolgingen die hij heeft ingesteld, voortzet.

Het zinsdeel dat begint met de woorden "... en zet de inschrijvingen ..." moet worden geschrapt.

Tweede en derde lid.

Het tweede en het derde lid moeten worden samengevoegd.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 88. De waarnemende plaatselijke ontvanger verricht dezelfde werkzaamheden als de plaatselijke ontvanger.

Bij de aanvaarding en de beëindiging van het ambt van waarnemend ontvanger wordt, onder het toezicht van het college van burgemeester en schepenen, de eindrekening opgemaakt en worden de kasvoorraad en de rekeningstukken overhandigd".

Artikel 97 (dat artikel 89 wordt).

De vaststelling dat voor de gewestelijke ontvanger niet in een soortgelijke regel wordt voorzien als die welke uitgevaardigd is voor de gemeenteontvanger, kan verbazing wekken.

Volgens de gemachtigde ambtenaren wordt het statuut van de gewestelijke ontvanger vastgesteld door de gouverneur en verschilt het van provincie tot provincie.

De gouverneur zal dus zelf beslissen of en door wie de gewestelijke ontvanger vervangen zal worden.

Het is juist dat de toestand van de gewestelijke ontvanger ingewikkelder is. Zij kunnen worden vervangen door een andere gewestelijke ontvanger of door een waarnemend ambtenaar. De gouverneur stelt evenwel niet het statuut van de ontvangers vast. Er wordt, in dat opzicht, verwezen naar het voormelde arrest nr. 18.825 van 9 maart 1978 (zie artikel 93 van het ontwerp, dat artikel 85 wordt). In de gemeentewet is er blijkbaar geen bepaling die het aan de gouverneur overlaat om te bepalen in welke gevallen en op welke wijze de afwezige gewestelijke ontvanger wordt vervangen, behalve als het gaat om een regel die ondergeschikt is aan de benoeming van de gewestelijke ontvangers door de gouverneur.

Bovendien wordt hier, in tegenstelling met de regel geformuleerd in artikel 96 van het ontwerp (dat artikel 93 geworden is), bij aanwijzing van een waarnemende plaatse-

lijke ontvanger, geen enkel geval bepaald waarin een eindrekening wordt opgemaakt, behalve in het geval de gewestelijke ontvanger zijn ambt definitief beëindigt.

Volgens de gemachtigde ambtenaren stemt het ontbreken van een eindrekening in alle gevallen waarin de gewestelijke ontvanger wordt vervangen, wel degelijk overeen met de huidige werkelijkheid. Zij kunnen er evenwel geen verklaring voor geven.

Gelet op de vraagtekens die geplaatst blijven bij de werkelijke bedoelingen van de steller van het ontwerp, moet de tekst worden herzien.

Artikel 98 (dat artikel 90 wordt).

Het eerste en het derde lid zijn alleen maar een herhaling van wat bepaald wordt in artikel 131, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet.

Ze moeten vervallen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 90. De kasmiddelen van de gewestelijke ontvangers worden ten minste driemaandelijks nagezien door de gouverneur die daarvan proces-verbaal opmaakt.

.../...

Het proces-verbaal bedoeld in het eerste lid, alsmede dat bedoeld in artikel 131, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet, vermeldt de opmerkingen van de overheid die belast is met het nazicht en die van de gemeenteontvanger; het wordt door hen ondertekend".

Artikel 99 (dat artikel 91 wordt).

Het woord "kassen" moet worden vervangen door het woord "kasmiddelen", aangezien de gemeente niet alleen beschikt over kassen, maar ook over financiële rekeningen.

Het tweede lid moet worden aangevuld om rekening te houden met het feit dat de gewestelijke ontvangers ook de kasmiddelen van kerkfabrieken kunnen beheren.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 91. Wanneer de plaatselijke ontvanger verscheidene openbare kasmiddelen beheert, moeten de verschillende belanghebbende overheidsbesturen overleg plegen om al die kasmiddelen gelijktijdig na te zien.

Het nazicht van de kasmiddelen van de gewestelijke ontvangers voor alle gemeenten uit hun ambtsgebied en van de andere openbare kasmiddelen die hun zouden zijn toevertrouwd geschiedt gelijktijdig".

Artikel 100 (dat artikel 92 wordt).

Tweede lid.

Van het bedoelde document wordt reeds gewag gemaakt in artikel 40, dat artikel 39, § 6, van het ontwerp wordt. Dat lid moet derhalve vervallen.

Eerste en derde lid.

Die leden moeten tot een enkel lid worden samengebracht, met verwijzing naar het stuk bedoeld in artikel 39, § 6, zoals het in dit advies wordt voorgesteld.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 92. De gemeenteontvanger overhandigt aan het einde van elke maand aan het college van burgemeester en schepenen het in artikel 39, § 6, tweede lid, bedoelde stuk waaruit de overeenstemming tussen de boekingen blijkt".

Artikel 101 (dat artikel 93 wordt).

Derde lid.

Het is de eerste keer dat het woord "registres" in de Franse tekst voorkomt. Ter wille van de overeenstemming met de andere bepalingen van het reglement, wordt dat woord vervangen door het woord "livres".

.../...

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 93. Het nazicht van de kasmiddelen geschiedt zonder voorafgaande waarschuwing.

De met het nazicht belaste overheid kan toegang eisen tot de kantoren van de gemeenteontvanger, zelfs wanneer ze in diens privéwoning ingericht zijn. Ze kan zich zonder afbreuk te doen aan haar verantwoordelijkheid laten vergezellen door een deskundige en door iemand die de verrichtingen in verband met het nazicht moet bijhouden.

Bij dat nazicht moet de gemeenteontvanger alle boeken, bescheiden en waarden overleggen en alle inlichtingen verstrekken omtrent zijn beheer en het vermogen van de gemeente".

Artikel 104 (dat artikel 96 wordt).

Men vervange a), b), c) door 1°, 2°, 3° ...

Tweede lid.

In de bepaling onder a), dat 1° wordt, behoren de woorden "zes maanden op voorhand ervan verwittigen als contracten of huurcelen vervallen" te worden vervangen door de woorden "ten minste zes maanden van te voren in kennis stellen van het aflopen van de contracten;".

.../...

In de bepaling onder d), dat 4° wordt, schrijve men aan het slot : "... of verlies van de akten, titels en bescheiden die hem toevertrouwd zijn".

Derde lid.

Dat lid zou beter als volgt worden geredigeerd : "De gemeenteontvanger mag zich niet van de hem toevertrouwde registers en bescheiden ontdoen of er ... van geven, ...".

Artikel 105 (dat artikel 97 wordt).

Men schrijve :

"Art. 97. De overeenkomstig artikel 138 van de nieuwe gemeentewet aangestelde bijzondere ontvangers zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 85 tot 88, 90 tot 96, en 98 tot 102" (1).

Artikel 106 (dat artikel 98 wordt).

Paragraaf 2.

Om niet alleen naar de afwezigheid in de zin van het Burgerlijk Wetboek te verwijzen, maar ook naar elke

---

(1) Onder voorbehoud van de opmerkingen betreffende de artikelen 93, 102, 103, 107, 109 en 110.

andere soort van afwezigheid, wordt voorgesteld het woord "afwezigheid" te vervangen door de woorden "indien de ontvanger zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken".

Paragraaf 3.

Het laatste lid van paragraaf 3 dient te worden geschrapt om de volgende redenen :

- de erfgenamen zijn niet verplicht de nalatenschap te aanvaarden;

- zij hebben niet noodzakelijk de opleiding genoten die noodzakelijk is om de eindrekening op te maken;

- het is ten slotte gevaarlijk hun die bescheiden te sturen, indien het college achteraf in hun plaats de eindrekening moet opmaken.

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 98. § 1. De ontslagnemende gemeenteontvanger ... (zoals in het ontwerp).

Op dat ogenblik maakt hij, in drievoud, een inventaris op van de registers, de documenten, de boeken, het meubilair, het materieel en de andere voorwerpen die ter beschikking van de gemeenteontvanger zijn gesteld.

§ 2. Bij overlijden, afzetting of schorsing van de gemeenteontvanger of wanneer hij zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken, worden alle vereiste bezwarende maatregelen ... (zoals in het ontwerp).

Zodra de vervanger aangewezen is, wordt hem die inventaris ter hand gesteld".

Artikel 107 (dat artikel 99 wordt).

Vanwege de opmerking die gemaakt is bij het laatste lid van paragraaf 3 van artikel 106, dienen in het eerste, tweede en vijfde lid de woorden "zijn erfgenamen of rechtverkrijgenden" te vervallen.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren en onder voorbehoud van de algemene opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 99. § 1. Na de inventaris wordt de eindrekening opgemaakt, ondertekend en gewaarmerkt door de uittredende gemeenteontvanger, en onder voorbehoud aanvaard door de nieuwe gemeenteontvanger.

§ 2. Wanneer de uittredende plaatselijke ontvanger de eindrekening te laat afgeeft of weigert af te geven aan de opvolger, maant het college van burgemeester en schepenen hem aan zijn verplichtingen na te komen.

De aanmaning geschiedt bij gerechtsdeurwaarders-exploot dat de uitvoeringstermijn vaststelt.

Is de aanmaning bij het verstrijken van die termijn zonder gevolg gebleven, dan maakt het college van burgemeester en schepenen de eindrekening op volgens de gegevens die in zijn bezit zijn.

De aanmanings- en expertisekosten zijn ten laste van de uittredende gemeenteontvanger.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittredende gemeenteontvanger ter hand gesteld met verzoek zijn opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen.

§ 3. Bij overlijden of afzetting van de ontvanger, of wanneer de uittredende ontvanger zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken, maakt het college van burgemeester en schepenen die rekening op.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittredende ontvanger of zijn rechtverkrijgenden ter hand gesteld, met verzoek hun opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen.

§ 4. De eindrekening wordt, in voorkomend geval samen met de opmerkingen van de uittredende gemeenteontvanger of zijn rechtverkrijgenden, voorgelegd aan de gemeenteraad, die ze ... (1).

---

(1) Zie de algemene opmerking bij de artikelen 102, 103, 107, 109 en 110 van het ontwerp.

§ 5. De in dit artikel bedoelde bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen worden, wat de gewestelijke ontvangers betreft, uitgeoefend door de provinciegouverneur".

Artikel 108 (dat artikel 100 wordt).

Eerste lid.

De streepjes dienen te worden vervangen door 1°, 2°, 3°.

In het eerste en het derde streepje dienen onderscheidenlijk de woorden "dienstjaarrekeningen" en "dienstjaarrekening" te worden vervangen door de woorden "jaarrekeningen" en "jaarrekening".

Deze opmerking geldt eveneens voor het tweede lid.

In de Franse tekst, tweede streepje, moet men schrijven "comptes annuels" in plaats van "comptes".

Derde lid.

Men schrijve : "Indien een kastekort wordt vastgesteld, wordt een vordering ten belope van het bedrag van het tekort geboekt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Vierde lid.

Het begin van het vierde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Een afschrift van de door de gemeenteraad vastgestelde eindrekening wordt overhandigd aan :

1° de uittredende gemeenteontvanger of aan zijn erfgenamen of rechtverkrijgenden;

2° de nieuwe gemeenteontvanger;

... (voorts zoals in het ontwerp)".

De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3°, 4°.

Artikelen 109 en 110 (die de artikelen 101 en 102 worden).

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking betreffende de eindrekening.

Artikel 111 (dat artikel 103 wordt).

Aan het slot van dat artikel schrijve men : "... en door de administratie van de belasting over de toe-

.../...

gevoegde waarde, registratie en domeinen ten laste van de gewestelijke ontvangers in debet teruggevorderd".

Artikel 112 (dat artikel 104 wordt).

Aan het begin van het eerste lid schrijve men :

"Art. 104. De jaarrekeningen en de eindrekeningen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 113 (dat artikel 105 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het eens met het volgende tekstvoorstel voor artikel 113 :

"Art. 105. Op de datum van de inwerkingtreding van dit reglement :

1° wordt het kasgeldfonds overgeboekt naar het gewone reservefonds;

2° maakt de gemeente een inventaris en een beginbalans op".

Artikel 3 (dat artikel 106 wordt).

Artikel 3 is een opheffingsbepaling en moet derhalve vóór de bepaling betreffende de inwerkingtreding staan.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 3 van het ontwerp-besluit :

"Art. 106. Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden ten aanzien van elke gemeente, wat haar betreft, opgeheven :

1° het besluit van 19 vendémiaire jaar XII "relatif aux poursuites à exercer par les receveurs des communes et ceux des hôpitaux pour la recette et perception de ces établissements", in zover het betrekking heeft op de gemeenteontvangers;

2° het koninklijk besluit van 3 mei 1819 "relatif à la présentation et à l'apurement des comptes des receveurs municipaux";

3° het koninklijk besluit van 16 juli 1828 "contenant des dispositions au sujet des poursuites à l'occasion du recouvrement des taxes municipales";

4° het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 februari 1947, bij het koninklijk besluit van 16 november 1953, bij de wet van 5 juli 1963 en bij het koninklijk besluit van 15 december 1987".

Artikel 2 van het ontworpen besluit, dat betrekking heeft op de inwerkingtreding, wordt artikel 107.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door M. S. GUFFENS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.